

# Des besoins croissants et des financements en baisse

## Perceptions de l'aide au Burkina Faso

Burkina Faso • Décembre 2023



GROUND TRUTH  
SOLUTIONS



En partenariat avec

Canada

# Table des matières

Remerciements	1
Contexte	2
Processus	2
Principaux résultats et questions	4
1. Des besoins non satisfaits renforcent le sentiment d'insécurité	7
2. Tout le monde n'est pas également informé concernant les processus humanitaires	11
3. L'impact à double tranchant des organisations humanitaires sur la cohésion sociale	16
4. Les communautés veulent pouvoir envisager leur futur sans assistance	18
5. Participer au-delà des mécanismes de retour réactifs	22
Méthodologie	26

---

## Remerciements

Merci à toutes les personnes au Burkina Faso qui ont donné de leur temps pour échanger avec nous et partager leurs points de vue.

Ground Truth Solutions tient à exprimer sa sincère reconnaissance à Nazan Consulting pour avoir fourni un travail exceptionnel et avoir si méticuleusement collecté les données. Nous remercions également le GRET pour son aide dans l'expérimentation d'une nouvelle approche de co-construction avec les communautés affectées par la crise. Enfin, nous adressons nos remerciements à Fama Films, entreprise de médias participatifs qui a permis de collecter les retours qualitatifs de manière à la fois intéressante et interactive.

Ce projet a été possible grâce à la générosité du soutien et du financement d'Affaires Mondiales Canada. Nous remercions également nos principaux bailleurs et bailleuses de fonds, l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement, le Ministère Néerlandais des Affaires Étrangères, le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères et l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération.

### Autrice principale

Capucine Tibi

### Partenaires



Pour plus d'informations sur nos projets au Burkina Faso, veuillez contacter Marie-Françoise Sitnam à l'adresse [marie-francoise@groundtruthsolutions.org](mailto:marie-francoise@groundtruthsolutions.org) ou vous rendre sur notre [site internet](#).

# Contexte

Le Burkina Faso, un des centres culturels et artistiques les plus dynamiques de l'Afrique de l'Ouest, connaît actuellement une crise à des niveaux multiples, y compris des chocs environnementaux exacerbés par le réchauffement climatique et une violence grandissante de la part de groupes armés non étatiques. Depuis 2019, la fréquence des attaques et des enlèvements par ces groupes a considérablement augmenté, plongeant le pays dans l'une des crises de déplacement les plus urgentes au monde. Environ deux millions de personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants, ont été déplacées de force de leurs foyers. En 2023, le nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire a atteint les 4,7 millions<sup>1</sup>.

Le fait que 40 % du territoire du Burkina Faso soit contrôlé par des groupes armés non étatiques rend très compliquées les opérations humanitaires. Près de 800 000 personnes vivent dans les 26 villes actuellement sous blocus armé. Leurs mouvements sont limités et elles n'ont presque aucun accès aux services les plus fondamentaux. Pour atteindre ces communautés coupées du reste du pays, les organisations humanitaires dépendent des couloirs aériens des Nations Unies. En plus de ces défis, le Burkina Faso connaît le taux d'inflation le plus élevé parmi les membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (West African Economic and Monetary Union), une conséquence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, d'où le Burkina Faso importait l'essentiel de son blé<sup>2</sup>.

Malgré l'aggravation de la situation sécuritaire et l'intensification de la crise humanitaire au Burkina Faso, la communauté internationale lui consacre un niveau d'attention étonnamment faible. Le Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC)<sup>3</sup> a identifié le Burkina Faso comme étant l'une des crises les plus négligées au monde en 2022, en raison du manque de financement humanitaire, de couverture médiatique et d'initiatives diplomatiques. Il est alarmant que seulement 30 % de l'appel du Plan de Réponse humanitaire, s'élevant à 876,7 millions de dollars, a été atteint, laissant des millions de Burkinabè sans un soutien pourtant urgent.

# Processus

Ground Truth Solutions évalue les perceptions des personnes affectées par la crise au Burkina Faso depuis 2020, amplifiant leurs voix et fournissant des informations permettant d'influencer les processus de prises de décision concernant l'aide et les services humanitaires. Dans le présent rapport, nous partageons les résultats du quatrième cycle de récolte de données et de dialogue avec à la fois les communautés et les équipes humanitaires.

Cette année, nous avons affiné notre approche en co-construisant notre enquête avec les membres des communautés. Nous avons échangé avec 48 personnes déplacées internes (PDI) et membres de la communauté hôte à Ouahigouya, au nord du pays. Cela nous a permis de faire deux choses : d'une part, cela nous a aidé à comprendre dans quelle mesure les thèmes de l'enquête que nous suggérions étaient pertinents pour les personnes que nous écoutons ; d'autre part, cela a permis d'identifier d'autres aspects de leurs vies à inclure dans notre travail.

Entre juillet et août 2023, nous avons réalisé cette étude en utilisant les questions co-conçues, échangeant avec 1300 personnes déplacées et non déplacées dans les six régions principales de la réponse (Sahel, Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Nord, Centre-Est, and Est) pour connaître leurs avis sur l'assistance humanitaire.

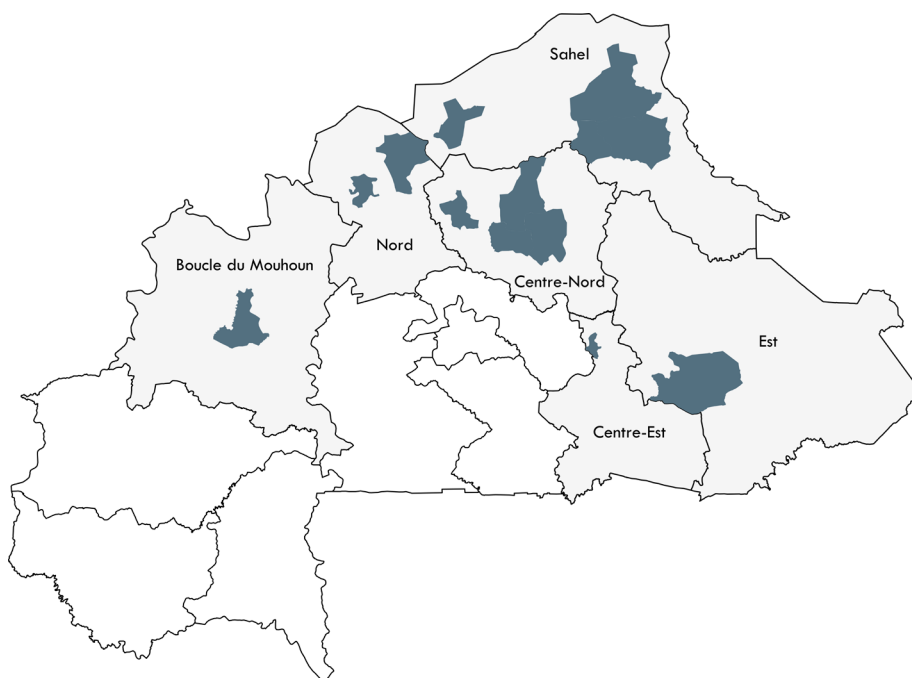
<sup>1</sup> OCHA. Mars 2023. « [Burkina Faso Plan de Réponse Humanitaire 2023](#) ».

<sup>2</sup> CALP. Juillet 2023. « [Adapting cash programming to inflation, depreciation and economic volatility](#) ».

<sup>3</sup> NRC. Juin 2023. « [Les crises de déplacement les plus négligées dans le monde](#) ».

Nos équipes sont ensuite retournées à Ouahigouya en octobre 2023 pour partager les résultats de notre enquête avec les personnes qui avaient participé à sa co-construction. Nous avons ensuite organisé une séance de présentation rassemblant ces mêmes participant·e·s et les équipes humanitaires, créant ainsi un espace de dialogue. Les jours suivant cette séance, nous avons conduit des entretiens individuels afin d’approfondir nos résultats, et de collecter les retours des participant·e·s concernant leur expérience de co-construction de l’enquête.

Parallèlement à la collecte des données de cette année, nous avons collaboré avec le groupe de travail sur l’engagement communautaire et la redevabilité (Community Engagement and Accountability Working Group, CEAWG) afin de constituer une taskforce, entre septembre et octobre 2023. Cette taskforce, composée de membres du CEAWG, a élaboré un plan d’action détaillé afin de mettre en œuvre les recommandations provenant de nos précédents rapports concernant les perceptions des adultes et des jeunes. Ce plan d’action prend également en compte les résultats de cette année. Il a été présenté pour étude au groupe de coordination inter-cluster (Inter-Cluster Coordination Group, ICCG) en novembre 2023. Les recommandations clés ont été largement diffusées auprès des bailleur et bailleuses de fonds afin d’assurer leur prise en compte par l’Équipe Humanitaire Pays.









Cette carte montre en bleu les communes dans lesquelles nous avons parlé aux populations affectées par la crise dans les six régions principales de la réponse humanitaire au Burkina Faso. Plus d’informations les concernant sont données ci-contre.

## Démographie

Nous avons parlé à 1305 personnes



### Région\*

-  40 % du Sahel (522)
-  27 % du Centre-Nord (345)
-  18 % du Nord (238)
-  12 % de l'Est (159)
-  2 % du Centre-Est (23)
-  1 % de la Boucle du Mouhoun (18)



### Communes\*

-  24 % à Djibo (317)
-  13 % à Ouahigouya (171)
-  12 % à Fada N’Gourma (159)
-  11 % à Kaya (137)
-  8 % à Barsalogho (108)
-  7 % à Dori (90)
-  5 % à Gorom-Gorom (68)
-  5 % à Pissila (70)
-  5 % à Titao (67)
-  4 % à Gorgadji (47)
-  2 % à Dedougou (18)
-  2 % à Kongoussi (30)
-  2 % à Poutyenga (23)




### Genre

-  57 % de femmes (744)
-  43 % d'hommes (561)

### Statut

-  84 % de personnes déplacées internes (1,102)
-  16 % de membres de communautés hôtes (203)

### Âge

-  15 % 18-30 ans (203)
-  74 % 31-60 ans (960)
-  11 % 61 ans et plus (142)

### Handicap

-  16 % de personnes en situation de handicap (208)

\*La taille de l’échantillon par commune (et donc par région) a été définie proportionnellement à la répartition des PDI à travers le pays, telle qu’indiquée par le Conseil National de Secours d’Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) pour le mois de février 2023.

# Principaux résultats et questions

À l'heure où nous rédigeons ce rapport, les organisations humanitaires sont en train de préparer leur programme pour l'année à venir. L'objectif principal de cette recherche est d'amplifier les voix de ceux et celles affectées par la crise et d'encourager les organisations humanitaires à prendre en considération ces voix lorsqu'elles prennent des décisions concernant les biens et services humanitaires.

Ce résumé contient des questions pour les personnes chargées des prises de décision, fondées sur les suggestions des communautés et du personnel humanitaire.

## Des besoins non satisfaits renforcent le sentiment d'insécurité

La présence de groupes armés contribue à susciter un sentiment généralisé d'insécurité, exacerbée par un manque d'infrastructures adéquates pour protéger les communautés des menaces extérieures. Les populations interrogées demandent des abris plus durables et un éclairage approprié – des éléments qu'elles identifient comme leurs principaux risques en matière de sécurité suite à la présence de groupes armés.

- **Les organisations humanitaires peuvent-elles fournir des abris résistants aux fortes pluies et un éclairage adéquat à l'intérieur comme à l'extérieur de ces abris ?**

Au-delà du danger physique immédiat, les personnes ayant répondu à l'enquête (en particulier les PDI) sont inquiètes pour le bien-être psychologique de leur communauté, soulignant le besoin de davantage de soutien psychologique.

- **Les fournisseurs d'aide peuvent-ils établir et élargir des programmes de soutien psychologique destinés aux PDI pour leur permettre de mieux faire face à l'impact persistant de traumatismes passés ?**

Les populations interrogées montrent que leur sentiment de sécurité est étroitement lié à leur capacité à satisfaire leurs besoins fondamentaux. La réponse humanitaire au Burkina Faso manque cependant cruellement de fonds, ce qui empêche les organisations de correctement répondre aux besoins grandissants des populations affectées. La compétition pour des ressources limitées engendre des tensions parmi les personnes déplacées internes, ainsi qu'entre ces dernières et les communautés hôtes. Les personnes affectées par la crise se sentent angoissées quand elles se rendent sur les lieux de distribution et craignent de ne pas recevoir d'aide en quantité suffisante.

## Tout le monde n'est pas également informé concernant les processus humanitaires

Le manque d'information concernant l'enregistrement et les distributions empêche d'offrir un accès à l'aide efficace, digne et sûr. C'est particulièrement le cas pour les groupes vulnérables, par exemple les personnes âgées, les veuves et les personnes en situation de handicap, qui sont souvent exclues des échanges d'information en raison de leurs interactions sociales réduites, parfois dues au stigma.

- **Les organisations humanitaires peuvent-elles porter une attention particulière aux besoins en information des groupes vulnérables au sein des communautés dès le début des interventions ?**
- **Les fournisseurs d'aide peuvent-ils garantir la nomination de représentant·e·s dédié·e·s pour les groupes vulnérables, ayant la capacité d'établir une communication directe avec les équipes humanitaires ?**
- **Les organisations humanitaires peuvent-elles intensifier leur collaboration avec des organisations spécialisées dans le soutien des personnes en situation de handicap, via un processus de consultation ou en offrant des liens vers leurs programmes ?**

Les personnes consultées ne savent pas comment les organismes humanitaires décident qui reçoit ou ne reçoit pas l'assistance. Au-delà d'un simple manque de clarté concernant les critères de sélection, elles trouvent que le passage de l'enregistrement initial à la liste finale des personnes recevant l'aide manque de transparence. Cela contribue à nourrir des perceptions erronées, comme le fait de croire que si on s'enregistre, on recevra automatiquement l'aide.

- **Les organisations humanitaires peuvent-elles garantir que les personnes affectées par la crise reçoivent des informations claires concernant le processus de ciblage, s'assurant ainsi qu'elles comprennent le processus de décision à chaque étape et qui est responsable de quoi ?**

Les populations déplorent des cas de fraude et de favoritisme sur les sites de distributions et demandent une présence accrue, ainsi que des vérifications et un suivi, de la part des organisations humanitaires afin de garantir la transparence, en particulier quand des membres de la communauté participent aux distributions.

- **Les organisations humanitaires peuvent-elles vérifier leurs informations en les recoupant avec celles de la communauté avant de commencer les distributions d'aide, pour s'assurer que ces dernières soient correctes et justes ?**
- **Les fournisseurs d'aide peuvent-ils assurer la participation de la communauté dans le suivi des distributions afin de garantir que l'aide parvienne effectivement aux personnes pour lesquelles elle est prévue ?**

### L'impact à double tranchant des organisations humanitaires sur la cohésion sociale

Les populations interrogées voient les acteurs et actrices humanitaires comme des éléments essentiels dans l'amélioration de la cohésion sociale au sein de leur communauté, appréciant grandement les programmes de sensibilisation qui promeuvent une coexistence pacifique. Mais elles considèrent aussi que les organisations humanitaires perturbent les relations communautaires à cause des distributions inéquitables de biens et de services. Lorsque les communautés n'ont pas d'information concernant les raisons pour lesquelles certaines personnes reçoivent l'assistance, cela peut donner l'impression que l'allocation de l'aide est complètement arbitraire ou influencée par le favoritisme, suscitant un puissant sentiment d'injustice.

- **Les organisations humanitaires peuvent-elles continuer à implémenter des programmes de sensibilisation qui favorisent la cohésion sociale entre plusieurs groupes démographiques au sein des communautés ?**
- **Les fournisseurs d'aide peuvent-ils impliquer les représentant·e·s de la communautés dans les discussions sur les critères de sélection, pour s'assurer qu'ils correspondent autant que possible avec les valeurs et normes de la communauté ?**

### Les communautés veulent pouvoir envisager leur futur sans assistance

La majorité des ressources allouées à la réponse servent principalement à fournir une aide immédiate nécessaire à la survie. Les personnes ayant répondu à l'enquête expriment cependant le besoin de solutions à plus long terme, puisqu'elles désirent retrouver leur autonomie. Dans certains cas, les communautés reconnaissent que des solutions à long terme peuvent s'avérer impossibles, en particulier dans des zones difficiles d'accès, et jugent par conséquent essentiel de pouvoir compter sur une assistance régulière et fiable pour pouvoir se projeter dans l'avenir.

- **Les bailleurs et bailleuses de fonds, les organisations humanitaires et les organismes de l'aide au développement peuvent-ils·elles collaborer de manière plus efficace afin de concevoir des programmes qui renforcent la résilience ?**

Les parents s'inquiètent beaucoup pour l'avenir de leurs enfants : l'accès à l'éducation est leur plus grande priorité. Pour ces parents, l'éducation est essentielle non seulement pour construire un avenir prometteur à leurs enfants, mais aussi pour améliorer leur bien-être actuel, en leur donnant un environnement plus sûr et plus structuré. De nombreux obstacles, comme les frais de scolarité et la difficulté de fournir des repas aux enfants, entravent cette possibilité.

- **Les organisations humanitaires peuvent-elles augmenter le soutien financier aux parents afin de répondre au défi des frais associés à la scolarité ?**
- **Les fournisseurs d'aide peuvent-ils renforcer le soutien alimentaire, par exemple par le biais de programmes de repas scolaires, afin d'assurer l'accès des enfants à la nourriture, et ainsi maximiser leur capacité d'apprentissage ?**

## **Participer au-delà des mécanismes de retour réactifs**

L'écrasante majorité des personnes à qui nous avons parlé n'ont jamais pris part aux décisions concernant l'aide qu'elles reçoivent, et doutent que les humanitaires prennent en compte leurs suggestions et agissent en conséquence. Pourtant, elles pensent que leur avis doit être entendu pour que l'aide et les services correspondent à leur expérience et répondent à leurs besoins et priorités spécifiques. Le personnel humanitaire a partagé sa difficulté à se conformer aux préférences des communautés, tout particulièrement quand des incitations fortes les poussent à respecter leurs engagements auprès des bailleurs et bailleuses de fonds.

- **En collaboration avec les bailleurs et bailleuses de fond, les organisations humanitaires peuvent-elles identifier des systèmes et des processus permettant de maintenir leur flexibilité et de s'adapter afin d'améliorer leur capacité à répondre aux priorités changeantes des communautés et à l'évolution de leurs besoins?**
- **Les organisations humanitaires peuvent-elles compléter la boucle de rétroaction en tenant les communautés informées de la manière dont leurs avis sont pris en compte et influent sur la programmation ?**

Les populations consultées rencontrent des difficultés à partager leurs opinions avec les organisations humanitaires puisqu'elles ne savent pas comment utiliser les mécanismes de retour d'information. Des mécanismes de retour d'information uniquement réactifs peuvent aussi s'avérer insuffisants dans les situations où l'aide est irrégulière, et où l'impact qu'ont ces retours reste souvent invisible aux personnes qui les ont fournis. Les personnes avec qui nous avons discuté déclarent apprécier une communication mutuelle constante avec le personnel humanitaire, avec qui elles peuvent partager leurs points de vue mais aussi poser des questions et mieux comprendre le fonctionnement interne des organisations.

- **Peut-on promouvoir des mécanismes de retour d'information proactifs, qui sollicitent activement l'opinion des populations affectées et donnent des opportunités d'échange à double sens ?**

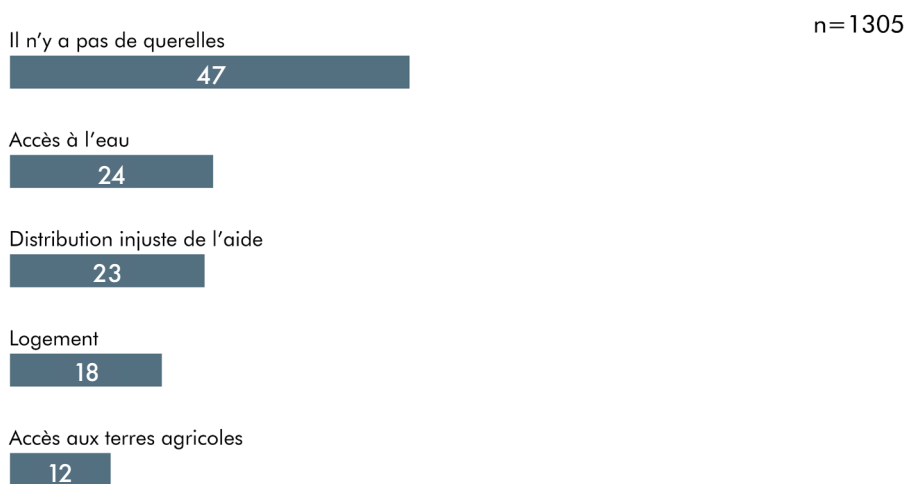
# 01 Des besoins non satisfaits renforcent le sentiment d'insécurité

## La concurrence pour les ressources, facteur de tensions sociales

La question des tensions récurrentes entre communauté hôte et PDI est apparue comme une préoccupation majeure pendant les activités de co-construction ayant eu lieu à Ouahigouya. Les participant·e·s ont expliqué que l'arrivée de PDI dans leur commune ajoutait une pression supplémentaire sur des ressources déjà rares, à savoir le bois de chauffe et l'eau. Des membres de la communauté hôte ont décrit ce qu'elles et ils considéraient comme des pratiques inacceptables de la part de certaines femmes déplacées, notant qu'elles déracinaient les arbres lors de la collecte de bois de chauffe. Ce comportement leur semble révéler un manque de considération pour l'environnement partagé, amenant une des femmes de la communauté hôte à demander : « **Elles finiront par rentrer chez elles, mais nous, comment allons-nous gérer cette déforestation ?** » Les femmes déplacées ont quant à elles souligné leur manque d'alternatives : « **On sait que ce n'est pas bon d'abattre trop de bois. Mais on est obligées. Les gens devraient savoir que nous n'avons pas le choix. Que pouvons-nous faire sans argent ni gaz ?** » Les tensions peuvent aller au-delà du simple désaccord : des femmes déplacées ont signalé des cas de violence où des membres de leur communauté ont été chassés et blessés par des jets de pierres.

Les inquiétudes et la sévérité des tensions rapportées par les participant·e·s nous ont incité à nous pencher davantage sur la question de la cohésion sociale dans notre enquête. Au niveau national, la vision d'ensemble est plus nuancée. Presque la moitié des personnes interrogées estiment qu'il n'y a pas de conflit entre les communautés hôtes et les PDI. Bon nombre d'enquêté·e·s témoignent de la forte solidarité et résilience manifestées par les personnes au cœur de la crise. Un homme déplacé interne à Ouahigouya remarquait ainsi : « **On sait que les disputes et les désaccords ne servent à rien, sinon on serait encore à se battre contre ceux qui nous ont chassés, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ainsi, nous sommes tous solidaires, dans les bons comme dans les mauvais moments. Nous savons comme c'est précieux le bon vivre ensemble.** »

**Selon vous, à quoi sont dues les querelles entre personnes déplacées internes et membres de la communauté hôte dans votre localité actuelle ?\***



Résultats en %

\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

“

On sait que ce n'est pas bon d'abattre trop de bois. Mais on est obligées. Les gens devraient savoir que nous n'avons pas le choix. Que pouvons-nous faire sans argent ni gaz ?

– Femme déplacée interne à Ouahigouya

“

On sait que les disputes et les désaccords ne servent à rien, sinon on serait encore à se battre contre ceux qui nous ont chassés, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ainsi, nous sommes tous solidaires dans les bons comme dans les mauvais moments. Nous savons comme c'est précieux le bon vivre ensemble.

– Homme déplacé interne à Ouahigouya



## Selon vous, à quoi sont dues les querelles entre PDI dans votre localité actuelle ?\*

n=1305

Il n'y a pas de querelles  
42

Distribution injuste de l'aide  
33

Accès à l'eau  
21

Logement  
16

Accès aux terres agricoles  
7

Résultats en %

\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

Cependant, comme le révèlent les témoignages recueillis à Ouahigouya, les tensions peuvent vite atteindre des niveaux de violence alarmants, méritant une attention sérieuse. L'accès à l'eau, de même qu'une répartition de l'aide perçue comme injuste (expliqué plus en détails à la [Section 3](#)), est une des causes les plus courantes de disputes entre les populations hôtes et les PDI. Malgré l'effort des organisations pour fournir des points d'eau à l'intérieur des camps de PDI, ces installations ne suffisent pas toujours à satisfaire les besoins de tout le monde. De ce fait, les PDI doivent souvent compter sur les sources appartenant aux membres des communautés hôtes. Dans les zones où l'eau est rare, la surpopulation aux points d'eau, combinée aux déplacements fréquents des femmes et des filles sur de longues distances, ainsi qu'à des heures d'attente, augmentent les risques de disputes. Les données de REACH<sup>4</sup> soulignent ce problème, révélant que 33 % des ménages ont rapporté une hausse des tensions aux points d'eau, 93 % d'entre eux les attribuant à des désaccords entre les utilisateur·rices.

Dans certains cas, les membres des communautés hôtes cherchent à faire valoir une priorité d'accès aux ressources vis-à-vis des personnes déplacées. Une femme déplacée à Ouahigouya a exprimé sa frustration : « **On a besoin de points d'eau à proximité. Nous parcourons de longues distances pour aller chercher de l'eau, et la communauté hôte nous passe devant dans la queue.** » De façon similaire, une autre femme déplacée à Kaya a partagé son inquiétude : « **Il nous faut une solution pour avoir de l'eau après la saison des pluies. Durant la saison sèche, la communauté hôte ne nous permet pas d'accéder à leur eau, et on ne peut pas se plaindre puisque ce n'est pas la nôtre.** ». Ces difficultés peuvent forcer certaines femmes à s'aventurer dehors au milieu de la nuit pour aller chercher de l'eau, lorsque les temps d'attente sont plus courts et les interactions avec les membres de la communauté hôte moins probables. Toutefois, ces trajets jusqu'aux points d'eau la nuit tombée les exposent à de plus grands risques de violences sexuelles et de violences contre les femmes<sup>5</sup>.

Les compétitions pour les ressources et ses conséquences montrent comment la sécurité des communautés est liée à la capacité de leurs membres de satisfaire leurs besoins les plus essentiels. Comme expliqué dans la prochaine section, cet avis est plus largement partagé par la population Burkinabè. Les personnes consultées ne conçoivent pas leur sécurité uniquement en termes de protection contre des attaques physiques immédiates, mais aussi dans un contexte de bien-être psychologique et dans leur capacité à répondre à leurs besoins fondamentaux.



**Il nous faut une solution pour avoir de l'eau après la saison des pluies. Durant la saison sèche, la communauté hôte ne nous permet pas d'accéder à leur eau, et on ne peut pas se plaindre puisque ce n'est pas la nôtre.**

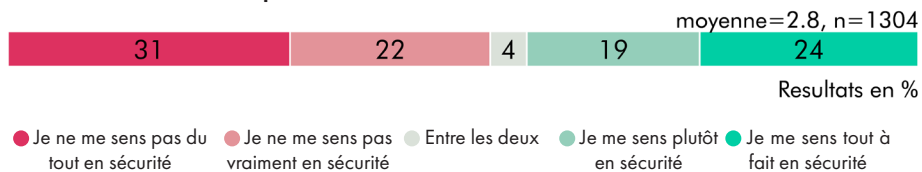
– Femme déplacée interne à Kaya

<sup>4</sup> REACH. Septembre 2023. « [Burkina Faso – Évaluation Multisectorielle des Besoins \(MSNA\)](#) ».

<sup>5</sup> ICRC. Octobre 2023. « [Burkina Faso : l'accès à la nourriture, à l'eau et la santé est un défi majeur](#) ».

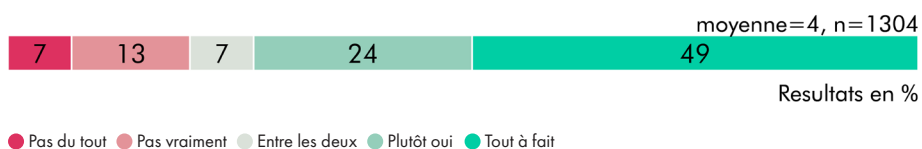
## La sécurité dépasse la protection contre les risques physiques immédiats

### Vous sentez-vous toujours en sécurité là où vous habitez ?



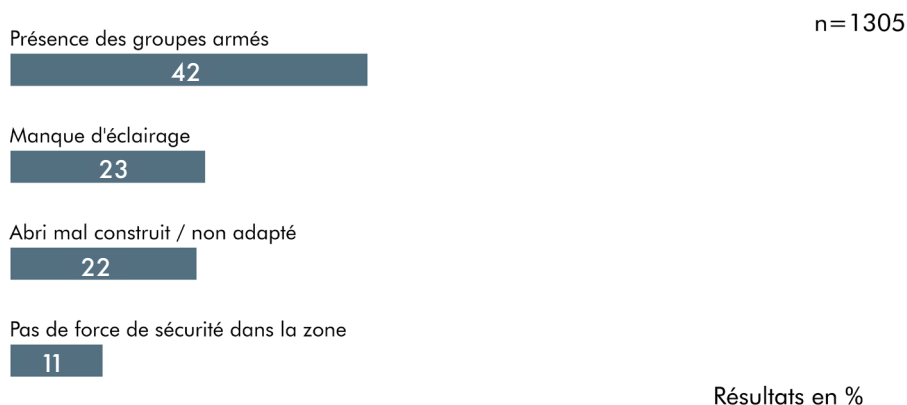
Plus de la moitié des personnes interrogées (53 %) ne se sentent pas en sécurité dans leur vie quotidienne. Parmi les facteurs contribuant à l'insécurité, 42 % des enquêtés citent la présence de groupes armés et les menaces d'attaques armées. La peur ressentie par les populations en présence de groupes armés va bien au-delà des inquiétudes liées à la sécurité physique. En effet, elle a un impact psychosocial profond et durable sur la communauté. Une femme déplacée à Dédougou a dit : « **Nous avons constamment peur en raison du jour où nous avons dû quitter nos foyers. Il y avait des tirs qui nous hantent encore, jusque dans notre sommeil.** » De même, beaucoup ont partagé des expériences gravement traumatisantes. Les séquelles de ces événements passés continuent de perturber leur vie, se manifestant par une anxiété persistante, des troubles du sommeil et un manque de motivation.

### Pensez-vous que vous ou votre communauté auriez besoin de plus de soutien psychologique ?



Les populations affectées reconnaissent l'impact psychologique que la crise a sur les membres de leur communauté. Un homme de la communauté hôte à Ouahigouya a ainsi déclaré: « **Un des membres de ma famille a assisté à l'exécution de son frère. Chaque fois qu'il entend un bruit similaire, il est troublé. Les gens comme lui ont besoin de soutien psychologique pour atteindre à nouveau l'équilibre.** » La majorité partage cette opinion : sept personnes sur dix pensent que soit elles-mêmes, soit leur communauté, a besoin d'un soutien psychologique accru. Les participant·es à la co-construction à Ouahigouya ont suggéré que ce soutien pourrait prendre la forme de consultations auprès de spécialistes. De manière plus générale, ces personnes encouragent les organisations humanitaires à créer des espaces pour que les personnes affectées par la crise puissent parler de leurs traumatismes et guérir des blessures passées.

### Quels sont les principaux risques dans votre vie quotidienne ?\*



\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.



Nous avons constamment peur en raison du jour où nous avons dû quitter nos foyers. Il y avait des tirs qui nous hantent encore, jusque dans notre sommeil.

– Femme déplacée interne à Dédougou

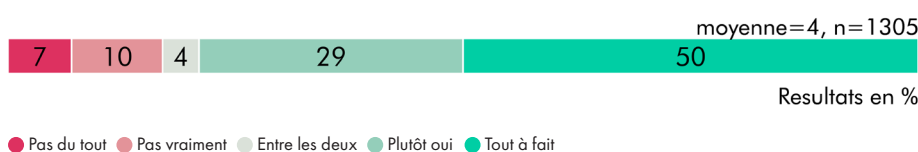


Un des membres de ma famille a assisté à l'exécution de son frère. Chaque fois qu'il entend un bruit similaire, il est troublé. Les gens comme lui ont besoin de soutien psychologique pour atteindre à nouveau l'équilibre.

– Homme de la communauté hôte à Ouahigouya

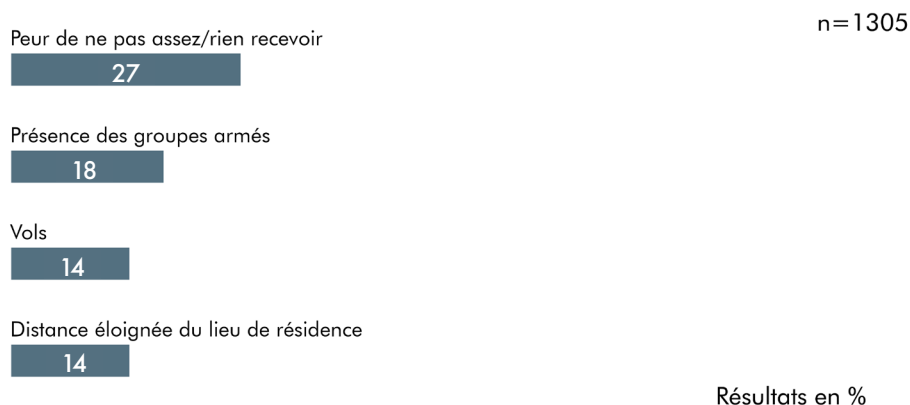
En plus de la présence de groupes armés, les communautés associent aussi leur sentiment d'insécurité au manque d'infrastructures de base, comme des abris sûrs et des éclairages appropriés. Au cours des activités de co-construction, les personnes déplacées ont souligné l'importance cruciale des abris, qui sont le premier impératif pour assurer leur sécurité lorsqu'elles arrivent dans un nouveau village. Tout en regrettant que des tentes ne soient pas disponibles pour tout le monde, les participants ont aussi soulevé le problème de leur durabilité, en particulier lors de la saison des pluies. Une femme déplacée à Ouahigouya a raconté l'incident suivant : « **La dernière fois, le vent a détruit nos tentes et nous nous sommes retrouvés sous la pluie.** » Les communautés mentionnent aussi le fait qu'un abri sans éclairage adéquat pourrait les exposer à davantage de risques. Dans l'Évaluation Multisectorielle des Besoins conduite par REACH<sup>6</sup>, 33 % des ménages vivant dans des abris citent les torches et les lampes à énergie solaire comme des éléments essentiels manquants, susceptibles de renforcer leur sentiment de sécurité.

**Vous sentez-vous en sécurité quand vous accédez à l'assistance humanitaire (que ce soit sur le chemin de la distribution, lors de la distribution elle-même, ou durant votre retour) ?**



Dans ce contexte de haute insécurité, huit personnes sur dix se sentent en sécurité quand elles accèdent à l'assistance humanitaire, reflétant ainsi les résultats positifs des efforts de protection et de généralisation des pratiques au sein de la réponse humanitaire. Toutefois, quand on leur demande les principaux risques associés au fait de recevoir l'assistance, l'inquiétude la plus souvent citée par les personnes enquêtées est la peur de recevoir une aide insuffisante, ou de ne pas en recevoir du tout. Une femme déplacée à Dédougou a expliqué cette peur : « **L'insécurité ne m'inquiète pas seulement en raison des attaques... Ma peur est principalement liée à la nourriture et à la santé. Si nous n'avons plus de nourriture, comment pourrions-nous survivre ? Si soit moi, soit mon enfant tombons malade, qu'est-ce que je ferai ?** »

**Quels sont les principaux risques lorsque vous accédez à l'assistance ?\***



\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

Le sentiment de sécurité des populations interrogées est intimement lié à leur capacité à répondre à leurs besoins essentiels. Cependant, dans une réponse humanitaire financée à seulement 30 %, avec un déficit de 80% dans le financement de sa programmation de sécurité alimentaire, il est difficile de s'assurer que les besoins fondamentaux soient correctement satisfaits<sup>7</sup>. Dans l'évaluation de son plan de réponse stratégique<sup>8</sup>, le Programme Alimentaire Mondial (World Food Programme, WFP), par exemple, reconnaît avoir eu besoin de diviser par deux la taille des rations pour assurer une couverture plus large.



La dernière fois, le vent a détruit nos tentes et nous nous sommes retrouvés sous la pluie.

– Femme déplacée interne à Ouahigouya



L'insécurité ne m'inquiète pas seulement en raison des attaques... Ma peur est principalement liée à la nourriture et à la santé. Si nous n'avons plus de nourriture, comment pourrions-nous survivre ? Si soit moi, soit mon enfant tombons malade, qu'est-ce que je ferai ?

– Femme déplacée interne à Ouahigouya

<sup>6</sup> REACH. Septembre 2023. « [Burkina Faso – Évaluation Multisectorielle des Besoins \(MSNA\)](#) ».

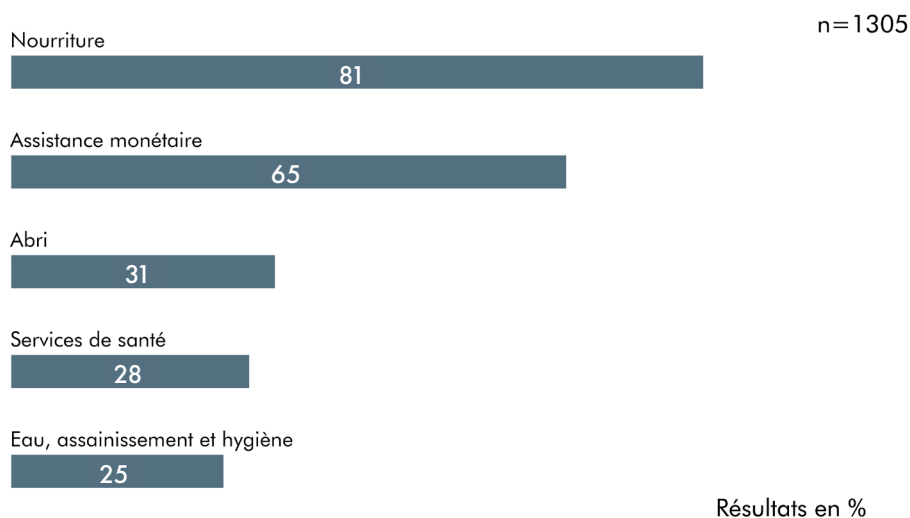
<sup>7</sup> OCHA. Août 2023. « [Burkina Faso : HRP 2023 – Funding overview as of 31 July 2023](#) ».

<sup>8</sup> WFP. Octobre 2023. « [Summary report on the evaluation of the country strategic plan for Burkina Faso](#) ».

Les communautés ressentent cette pression, et la réponse la plus courante à la question de savoir comment les organisations humanitaires peuvent améliorer la distribution est que l'aide, en particulier quand il s'agit de nourriture, soit fournie en plus grandes quantités. Comme le mentionne un homme déplacé à Gorom-Gorom, « la quantité de nourriture est très insuffisante, c'est juste assez pour quelques jours ». L'Évaluation Multisectorielle des Besoins de REACH<sup>9</sup> montre la même chose : 80 % des personnes qui ne sont pas satisfaites par l'assistance attribue leur mécontentement à des quantités insuffisantes.

Dans un contexte d'inflation élevée<sup>10</sup>, la nourriture et l'argent en espèces restent les priorités, car les communautés perçoivent ces biens comme étant complémentaires. Un homme déplacé interne à Kaya a remarqué : « La nourriture que l'on reçoit est très bien, mais elle ne suffit pas à résoudre nos problèmes de tous les jours. Parce que nous devons souvent payer un loyer et que nous n'avons pas assez d'argent, certaines personnes vendent souvent la nourriture reçue. »

### Quels sont vos besoins les plus importants qui ne sont pas satisfaits ?\*



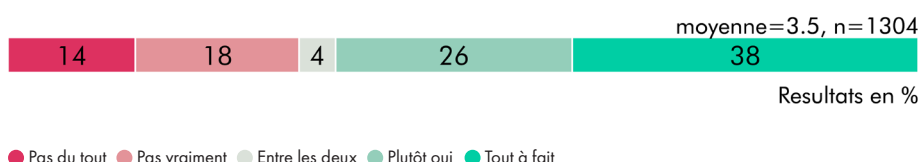
\* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

## 02 Tout le monde n'est pas également informé concernant les processus humanitaires

### Le manque d'information empêche un accès efficace, digne et sûr à l'assistance

Si l'appréhension des personnes arrivant sur les sites de distribution est largement liée aux quantités insuffisantes de l'assistance, le déficit d'information concernant l'aide humanitaire contribue également à leur inquiétude. En général, ce sont les personnes qui se sentent le moins informées en termes de dates et d'heures des distributions qui tendent à être celles qui s'inquiètent de ne rien recevoir pendant les distributions. Au total, presque un tiers des personnes enquêtées (32 %) ne se sentent pas correctement informées des calendriers de distribution.

### Vous sentez-vous informé·e des dates et heures de distributions ?



La quantité de nourriture est très insuffisante, c'est juste assez pour quelques jours

– Homme déplacé interne à Gorom-Gorom



La nourriture que l'on reçoit est très bien, mais elle ne suffit pas à résoudre nos problèmes de tous les jours. Parce que nous devons souvent payer un loyer et que nous n'avons pas assez d'argent, certaines personnes vendent souvent la nourriture reçue.

– Homme déplacé interne à Kaya

<sup>9</sup> REACH. Septembre 2023. « [Burkina Faso – Évaluation Multisectorielle des Besoins \(MSNA\)](#) ».

<sup>10</sup> CALP. Juillet 2023. « [Adapting cash programming to inflation, depreciation and economic volatility](#) ».

Certaines personnes insistent sur le besoin de clarté concernant la manière dont les distributions sont annoncées : parfois, toutes les résident·e·s d'une localité sont convié·e·s aux jours de distribution, bien que toutes ne soit pas sur la liste des personnes recevant l'aide. Un homme déplacé à Dori a exprimé sa frustration « **Tout ce qu'on entend, c'est que de l'assistance est disponible, et on passe 14 jours à attendre de 5h à 18h sans aucune nouvelle. S'ils nous l'avaient dit, alors ceux qui ne sont pas sur la liste n'auraient pas perdu leur temps à attendre avec de faux espoirs.** » D'autres soulèvent des questions concernant les conditions indignes sur les sites de distribution où ils·elles attendent parfois pendant des heures sous le soleil avec leurs enfants, entraînant des répercussions négatives sur leur santé. L'attente est épuisante psychologiquement car ces personnes ne savent même pas si elle en vaut la peine. Une femme déplacée à Ouahigouya a déclaré : « **On peut passer toute la journée en plein soleil et rentrer les mains vides. On ne sait pas si c'est parce que notre nom n'était pas sur la liste ou qu'on ne l'a pas entendu. Ceux qui appellent les noms ne parlent pas assez fort.** »

**Vous sentez-vous informé·e concernant le lieu et la procédure d'enregistrement pour recevoir des biens et des services ?**



L'information concernant les enregistrements est également source d'inquiétude. Bien que plus de la moitié des personnes interrogées (59 %) se sentent suffisamment informées à propos du processus d'enregistrement, il est essentiel de garder à l'esprit que notre échantillon comprend des personnes qui ont déjà reçu une certaine forme d'assistance humanitaire au cours des six derniers mois et, pour la plupart, se sont enregistrées avec succès auprès de l'Action Sociale<sup>11</sup>. Les données de REACH<sup>12</sup> soulignent que 65 % des personnes qui n'ont jamais reçu d'assistance citent le manque d'information concernant le processus d'enregistrement comme étant la première cause de leur exclusion.

Le manque d'information expose les populations à des risques d'exploitation. Pendant les séances de co-construction à Ouahigouya, une partie des participant·e·s ont fait état de cas d'imposture, où des personnes ont prétendu être des membres du personnel humanitaire, menant de faux enregistrements et demandant de l'argent en retour. Un homme déplacé a expliqué que « **des gens sont venus enregistrer les personnes déplacées au nom de [organisation en question] pour un coût allant de 200 francs CFA à 500 francs CFA par personne. Une fois que les gens se sont renseignés auprès de l'organisation, il s'est avéré que l'enregistrement était faux.** » Si les personnes concernées avaient été davantage informées des processus d'enregistrements officiels, elles auraient été mieux préparées pour éviter ce type de fraude. De tels incidents sont susceptibles de détruire la confiance envers les équipes humanitaires et leurs interventions.

Bien que la plupart des personnes avec qui nous avons échangé se sentent informées concernant la démarche et le lieu pour s'enregistrer, cela ne signifie pas que ce processus est sans difficultés. Certaines personnes ont mentionné de longs temps d'attente retardant leur enregistrement auprès de l'Action Sociale : « **S'il vous plaît, permettez-nous de nous enregistrer. Chaque fois qu'on vient, on attend jusqu'à 16h, pour qu'on nous dise de revenir le lendemain, car ils ont fini leur journée.** » Certaines femmes se sont également inquiétées d'une pratique répandue qui consiste à n'enregistrer que les chef·fe·s de ménage, qui sont généralement des hommes. Elles préviennent que cette approche peut causer des complications, tout particulièrement quand seuls les documents originaux sont acceptés. Une femme déplacée interne à Ouahigouya a expliqué : « **Le processus d'enregistrement doit être simplifié. Certaines femmes n'ont que les photocopies des documents de leur mari. Par conséquent, quand les maris ne sont pas là, on refuse l'assistance aux femmes car le document original est nécessaire.** »

“

Tout ce qu'on entend, c'est que de l'assistance est disponible, et on passe 14 jours à attendre de 5h à 18h sans aucune nouvelles. S'ils nous l'avaient dit, alors ceux qui ne sont pas sur la liste n'auraient pas perdu leur temps à attendre avec de faux espoirs.

– Homme déplacé interne à Dori

“

On peut passer toute la journée en plein soleil et rentrer les mains vides. On ne sait pas si c'est parce que notre nom n'était pas sur la liste ou qu'on ne l'a pas entendu. Ceux qui appellent les noms ne parlent pas assez fort.

– Femme déplacée interne à Ouahigouya

“

Des gens sont venus enregistrer les personnes déplacées au nom de [organisation en question] pour un coût allant de 200 francs CFA à 500 francs CFA par personne. Une fois que les gens se sont renseignés auprès de l'organisation, il s'est avéré que l'enregistrement était faux.

– Homme déplacé interne à Ouahigouya

<sup>11</sup> Pour désigner le Ministère de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, on parle souvent d'« Action Sociale ».

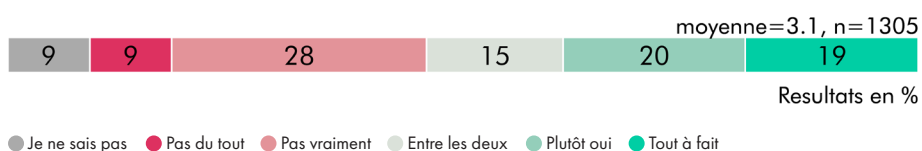
<sup>12</sup> REACH. Septembre 2023. « [Burkina Faso – Évaluation Multisectorielle des Besoins \(MSNA\)](#) ».

## Liens entre information et exclusion sociale

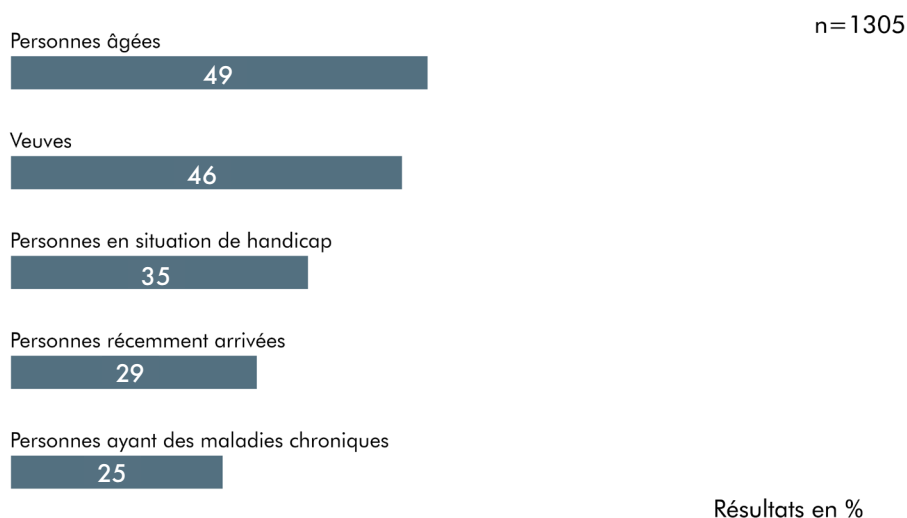
Seulement 39 % des personnes que nous avons interrogées pensent que l'aide atteint celles et ceux qui en ont le plus besoin. Les répondant·e·s identifient les personnes âgées et les veuves comme étant les plus laissées de côté. Pendant les séances de co-construction, les participant·e·s ont expliqué que l'exclusion de ces groupes est due aux difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir de l'information sur l'aide.

Les informations, majoritairement partagées de manière informelle, notamment par le bouche à oreille ou lors de rassemblements communautaires, sont moins accessibles aux personnes âgées et aux veuves qui ont tendance à être moins bien intégrées dans ces réseaux. Pour les personnes âgées, cela est principalement dû à une mobilité réduite et au fait qu'elles passent davantage de temps chez elles. Les veuves rencontrent quant à elles d'autres barrières. Une femme d'une communauté hôte a expliqué que « la plupart d'entre elles n'ont plus de mari à leurs côtés, alors qu'une grande partie des informations circulent souvent parmi les hommes ». Alors que les femmes mariées reçoivent des informations par le biais de leurs maris, les veuves sont plus susceptibles d'être exclues parce qu'elles n'ont pas d'homme à leurs côtés qui puisse accéder aux réseaux et espaces où les personnes échangent des informations importantes concernant l'assistance humanitaire.

### Les biens et les services vont-ils aux personnes qui en ont le plus besoin ?



### Quels sont les groupes de personnes qui ont le plus besoin de l'aide mais qui en sont exclus ?\*



\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

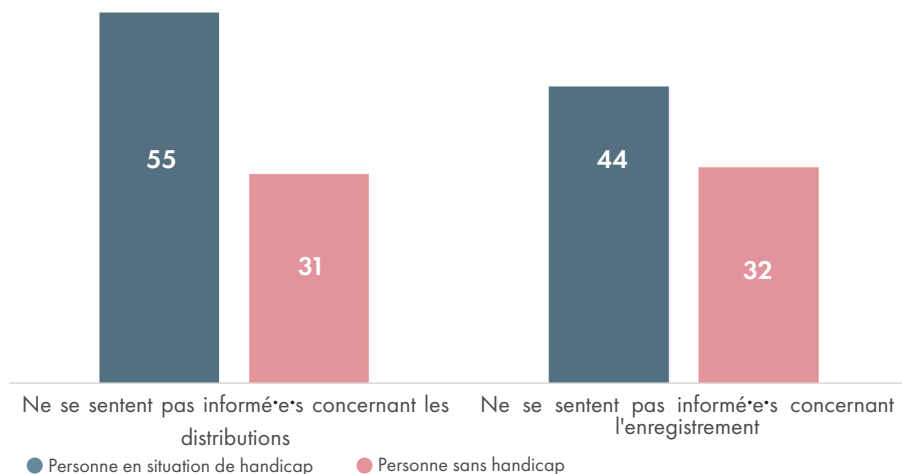
Alors que les personnes interrogées citent les veuves et les personnes âgées comme étant les plus exclues, notre enquête révèle que les personnes en situation de handicap sont en fait le groupe qui se sent le moins bien informé concernant l'assistance<sup>13</sup>. Quarante pour cent des personnes en situation de handicap ne se sentent pas suffisamment au courant en matière de processus d'enregistrement, comparé à seulement un tiers (32 %) des gens sans handicap. De la même manière, plus de la moitié (55 %) des personnes en situation de handicap ne se sentent pas suffisamment informées concernant les calendriers de distribution, comparé à un tiers (31 %) chez les personnes sans handicap.



La plupart d'entre elles n'ont plus de mari à leurs côtés, alors qu'une grande partie des informations circulent souvent parmi les hommes.

– Femme de la communauté hôte à Ouahigouya

<sup>13</sup> Les groupes démographiques pris en compte sont ceux répartis selon le statut de résidence, le genre, l'âge, et la situation (ou non) de handicap. Nous n'avons pas effectué de comparaison en fonction du statut marital.



Pendant nos entretiens qualitatifs, nous avons demandé aux enquêté·e·s pourquoi les personnes en situation de handicap pouvaient trouver plus difficile d'accéder aux informations concernant l'aide. Tout comme les personnes âgées et les veuves, le problème central semble être lié à des interactions sociales limitées. En raison d'une mobilité réduite, les personnes en situation de handicap sont plus souvent exclues de contextes sociaux cruciaux. Le témoignage d'une femme handicapée déplacée à Ouahigouya l'illustre bien : « **Je n'ai reçu aucune information depuis que je suis arrivée. Je ne vois et n'entends pas très bien. Je suis toujours chez moi.** » De plus, un stigma dans la communauté lié aux personnes en situation de handicap peut renforcer leur exclusion, puisque les populations – et notamment les leaders ou leadeuses – peuvent être moins enclines à faire des efforts pour leur partager l'information. Une femme d'une communauté hôte a remarqué : « **Les personnes en situation de handicap manquent d'information car on ne les prend pas en compte, on les marginalise.** »

Pour éviter cette exclusion, certain·e·s répondant·e·s ont appuyé sur l'importance pour les personnes en situation de handicap d'avoir leurs propres représentant·e·s pour maintenir un contact direct avec les organisations humanitaires. D'autres ont suggéré que les acteurs et actrices humanitaires fassent davantage attention aux personnes en situation de handicap dès le début de leurs interventions. Une femme déplacée a dit : « **Quand les travailleurs humanitaires arrivent, ils devraient se renseigner sur qui sont les personnes en situation de handicap. Une fois qu'ils les ont identifiées, les humanitaires devraient s'assurer que ces personnes puissent avoir accès aux informations.** »

### Une prise de décision opaque érode la confiance

Un pourcentage notable de la population, 81 % précisément, ne savent pas comment les organisations humanitaires choisissent les personnes qui reçoivent de l'assistance. Les organisations humanitaires peuvent être réticentes à l'idée de partager des informations concernant leurs critères de sélection, par peur que des individus abusent de leur compréhension du système à des fins personnelles. Ces inquiétudes ne sont pas sans fondements. Les populations affectées elles-mêmes observent des cas de manipulation de l'information au sein de leur communauté. Une femme déplacée à Kaya a expliqué : « **On remarque qu'à Kaya, tout le monde est devenu une personne déplacée interne. Quand les gens entendent que de l'aide est disponible, ils se précipitent pour s'enregistrer, bien qu'ils ne soient pas eux-mêmes des PDI.** » Cependant, faire de la rétention d'information n'est pas une solution viable. Quand on n'explique pas aux communautés pourquoi certaines personnes reçoivent une assistance alors que d'autres non, cela peut donner l'impression que la façon dont l'aide est allouée est arbitraire ou influencée par le favoritisme, ce qui conduit à un puissant sentiment d'injustice, évoqué dans la [Section 3](#).



Je n'ai reçu aucune information depuis que je suis arrivée. Je ne vois et n'entends pas très bien. Je suis toujours chez moi.

– Femme déplacée interne à Ouahigouya



Quand les travailleurs humanitaires arrivent, ils devraient se renseigner sur qui sont les personnes en situation de handicap. Une fois qu'ils les ont identifiées, les humanitaires devraient s'assurer qu'elles puissent avoir accès aux informations.

– Femme déplacée interne à Ouahigouya

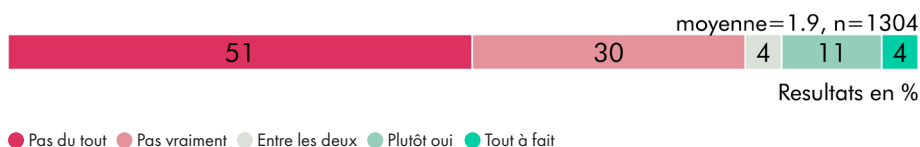


On remarque qu'à Kaya, tout le monde est devenu une personne déplacée interne. Quand les gens entendent que de l'aide est disponible, ils se précipitent pour s'enregistrer, bien qu'ils ne soient pas eux-mêmes des PDI.

– Femme déplacée interne à Kaya



## Savez-vous comment les équipes humanitaires décident qui sont les personnes qui reçoivent des biens et des services et qui sont celles qui n'en reçoivent pas ?



En plus des critères de sélection, une source de confusion importante semble provenir du manque de transparence dans le processus de décision entre la phase d'enregistrement initiale et l'élaboration de la liste finale de distribution. Au Burkina Faso, c'est l'Action Sociale qui est chargée d'enregistrer les PDI et de maintenir une base de données nationale à cet effet. Certaines organisations humanitaires nous ont expliqué que lors de la planification de leurs interventions, elles fournissent des critères d'assistance spécifiques à l'Action Sociale, qui établit et leur renvoie alors une liste de PDI pré-enregistrées correspondant à ces critères. Les ONG peuvent mener des vérifications supplémentaires, notamment en effectuant des visites aux ménages présélectionnés et en posant des questions complémentaires afin de finaliser la liste des personnes qui recevront l'aide.

Ce processus de sélection en plusieurs étapes est destiné à renforcer la coordination et à éviter aux organisations de dupliquer leurs efforts. Cela peut toutefois générer confusion et faux espoirs quand ce n'est pas expliqué clairement aux communautés. Une croyance erronée répandue est que l'enregistrement garantit automatiquement que l'on recevra l'assistance. Beaucoup de personnes ont exprimé leur frustration de s'être enregistrées mais de n'avoir encore rien reçu. Une femme déplacée à Titao a demandé : « **S'il vous plaît, faites en sorte que quiconque s'enregistre obtienne un bon alimentaire, parce que nous nous sommes enregistrés mais n'avons reçu aucune aide.** » Un homme déplacé à Ouahigouya a quant à lui remarqué : « **Quand vous planifiez une distribution, vous devez venir et recenser le nombre exact de personnes qui en bénéficieront. Ça ne sert à rien de recenser 100 personnes si vous allez seulement en aider 20.** » Ces témoignages mettent en avant l'importance d'expliquer non seulement la manière de s'enregistrer, mais la logique derrière ce processus. En fin de compte, c'est aux équipes humanitaires de s'assurer qu'elles ne génèrent pas de faux espoirs, et que la population comprend le but sous-jacent de chaque interaction avec le système humanitaire.

### Les informations doivent correspondre à la réalité

Même quand les informations sont communiquées de manière efficace, les personnes peuvent tout de même se sentir mal informées si les informations qu'elles ont reçues ne correspondent pas à la réalité qu'elles observent. Un homme à Ouahigouya a raconté son expérience : « **Cette organisation est censée sélectionner les personnes en fonction de leur vulnérabilité. Malheureusement, elle n'applique pas ce critère de façon stricte, j'en ai été moi-même le témoin. Pendant la distribution, un professeur a pu bénéficier de l'assistance et mes protestations n'ont rien changé.** » Plusieurs personnes à Ouahigouya ont mentionné des cas de fraude sur les lieux de distribution, où elles ont observé les mêmes personnes recevoir l'assistance plusieurs fois, ou des sélections qui ne correspondaient pas aux critères de vulnérabilité établis. Un membre de la communauté hôte à Ouahigouya a partagé : « **Beaucoup [d'organisations humanitaires] arrivent et se précipitent. Mais il est important d'impliquer les leaders communautaires, les chefs traditionnels, les représentants des différents quartiers, et les figures religieuses. Tous vivent avec les communautés. Si on les implique, le travail en sera meilleur.** » Cette suggestion souligne l'importance pour les agent·e·s humanitaires de toujours impliquer la communauté dans l'examen de la liste finale de distribution établie par l'Action Sociale. Bien que ces listes soient utiles pour éviter la duplication des efforts, il est impératif qu'elles n'entraînent pas les organisations à négliger la participation de la communauté dans l'identification des personnes vulnérables et de celles qui correspondent le plus aux critères de sélection.



Quand vous planifiez une distribution, vous devez venir et recenser le nombre exact de personnes qui en bénéficieront. Ça ne sert à rien de recenser 100 personnes si vous allez seulement en aider 20.

– Femme déplacée interne à Ouahigouya



Beaucoup [d'organisations humanitaires] arrivent et se précipitent. Mais il est important d'impliquer les leaders communautaires, les chefs traditionnels, les représentants des différents quartiers, et les figures religieuses. Tous vivent avec ces communautés. Si on les implique, le travail en sera meilleur.

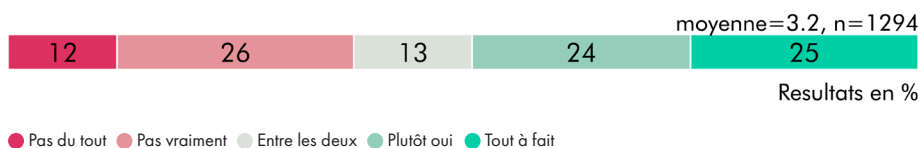
– Homme de la communauté hôte à Ouahigouya



En plus d'erreurs potentielles dans ces listes, les communautés soupçonnent du favoritisme quand des membres de la communauté sont en charge de la distribution, plutôt que des acteurs et actrices humanitaires. À Ouahigouya, une femme déplacée a prévenu: « Ils devraient changer les personnes qui distribuent l'aide parce qu'elles donnent toujours à ceux qu'elles connaissent personnellement. Souvent, votre nom peut être sur la liste, mais vous ne recevrez quand même aucune assistance. » D'autres ont relevé des comportements frauduleux en l'absence de personnel humanitaire : « **Les acteurs humanitaires devraient superviser les distributions, car les personnes qui distribuent ne sont pas honnêtes et nous font souvent payer 100 francs CFA pour accéder aux sacs de riz** », avertissait une femme déplacée à Titao. Afin d'éviter ces abus de pouvoir, les populations demandent une présence accrue des organisations humanitaires pendant les distributions pour garantir un processus juste et transparent. Comme l'a conseillé un homme déplacé à Dédougou, « **Quand l'aide arrive, des responsables de suivi sérieux dotés d'intégrité morale devraient vérifier que les biens et les services sont distribués à tout le monde de manière équitable** ». Les communautés insistent aussi sur le besoin de communication et d'échange post-distribution, pour confirmer que les personnes sur la liste ont bien reçu l'assistance à laquelle elles ont droit.

### 03 L'impact à double tranchant des organisations humanitaires sur la cohésion sociale

Pensez-vous que les biens et les services humanitaires sont fournis de façon juste dans votre communauté ?



Plus d'un tiers des personnes à qui nous avons parlé (38 %) pensent que la façon dont l'aide est actuellement distribuée est injuste. Cela n'est pas à prendre à la légère, puisque 33 % des enquêtés sont d'avis que les distributions inéquitables représentent le premier catalyseur de tensions parmi les PDI. Une femme déplacée interne à Dédougou nous a expliqué : « **On a besoin d'un système plus approprié pour la distribution des biens et des services. Marcher des kilomètres et des kilomètres pour rien alors que les mêmes personnes reçoivent toujours, [...] cela finira par conduire à des révoltes. Les tensions sont déjà vives.** » Un homme à Ouahigouya notait pour sa part : « **Rien ne peut promouvoir de bonnes relations ici si l'aide est injuste. Nous sommes tous des PDI, pourtant les mêmes personnes (qui sont moins dans le besoin) en bénéficient à chaque fois. Observez ça, et dites-moi si on peut vivre en bons termes dans ces conditions.** » Ces témoignages mettent en lumière l'importance d'un processus de prise de décision concernant l'allocation de l'aide à la fois transparent et correctement expliqué aux gens. Quand les communautés perçoivent l'assistance comme étant arbitraire ou biaisée, il est probable que cela engendre des frustrations et du ressentiment, créant un terrain propice aux conflits dans un environnement déjà tendu.

Bien qu'une proportion plus faible des répondants (23 %) identifient l'injustice de l'aide comme étant une source de tensions entre communautés hôtes et PDI, cela reste une préoccupation notable. Les membres de communautés hôtes montrent souvent une grande solidarité envers les PDI, mais n'en soulignent pas moins les sacrifices qu'impliquent le fait de leur venir en aide. Un homme à Ouahigouya a par exemple raconté : « **Nous avons creusé un puits, et les usagers étaient censés payer pour l'utiliser, mais en raison de l'arrivée massive de PDI, on a été obligés de suspendre les charges pour que les PDI puissent en bénéficier gratuitement.** »

“

Les acteurs humanitaires devraient superviser les distributions, car les personnes qui distribuent ne sont pas honnêtes et nous font souvent payer 100 francs CFA pour accéder aux sacs de riz.

– Homme déplacé interne à Titao

“

On a besoin d'un système plus approprié pour la distribution des biens et des services. Marcher des kilomètres et des kilomètres pour rien alors que les mêmes personnes reçoivent toujours, [...] cela finira par conduire à des révoltes. Les tensions sont déjà vives.

– Femme déplacée interne à Dédougou

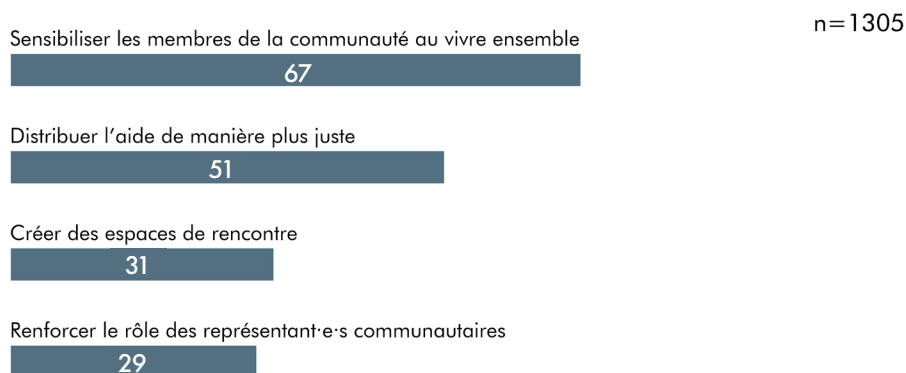
“

On doit continuer de soutenir les hôtes qui ont des PDI à leur charge. Ce n'est pas facile du tout d'accueillir quelqu'un qu'on ne connaît pas par pure générosité.

– Femme de la communauté hôte à Ouahigouya

L'impact direct de l'accueil de personnes déplacées internes sur les moyens de subsistance des membres des communautés hôtes peut éveiller un sentiment d'injustice. Les personnes qui constituent ces communautés insistent qu'elles aussi souffrent des impacts du conflit, parfois autant que les personnes déplacées internes. Pourtant, parce qu'elles n'ont pas été obligées de se déplacer, elles sont généralement exclues de l'assistance. Certain·e·s membres plaident pour une distribution de l'aide qui soit plus équitable. Une femme membre d'une communauté hôte à Kaya a affirmé : « Il faut être équitable car nos champs sont devenus des sites pour les PDI. Cela nous rend aussi vulnérables que les PDI. Mais quand l'aide arrive, on ne tient pas compte de nous, et cela génère des frustrations. »

### Que pourraient faire les organisations humanitaires pour améliorer la bonne entente au sein de votre communauté ?\*



Résultats en %

\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

Bien conscientes de l'impact que l'aide peut avoir sur leur communauté, environ la moitié des personnes ayant répondu à notre enquête (51 %) recommandent que les acteurs et actrices humanitaires améliorent les distributions d'aide pour renforcer la cohésion sociale. Le concept de ce qui est juste ou non étant subjectif, sa signification est susceptible de varier d'une communauté à une autre. Bien que les organisations humanitaires utilisent souvent des indicateurs de vulnérabilité pour déterminer les personnes recevant l'aide, les populations affectées peuvent ne pas forcément trouver ces critères pertinents, en particulier quand selon elles, l'ensemble de leur communauté est en détresse. Certain·e·s préfèrent une approche plus inclusive à travers laquelle tout le monde reçoit une assistance, même si cela signifie recevoir des quantités moins importantes<sup>14</sup>. Parce que la notion de ce qui est équitable n'a pas de définition universelle, impliquer les populations affectées par les crises dans les discussions autour des critères de sélection est impératif pour permettre aux programmes de se rapprocher autant que possible des valeurs et des normes de la communauté, assurant ainsi leurs acceptations et une assistance efficace.

### Quels sont les facteurs qui favorisent la bonne entente au sein de votre communauté ?



Résultats en %

\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.



Il faut être équitable car nos champs sont devenus des sites pour les PDI. Cela nous rend aussi vulnérables que les PDI. Mais quand l'aide arrive, on ne tient pas compte de nous, et cela génère des frustrations.

– Femme de la communauté hôte à Kaya

<sup>14</sup> CALP. Septembre 2023. « [Rethinking vulnerability, fairness, and CVA targeting – what if we let people decide ?](#) »

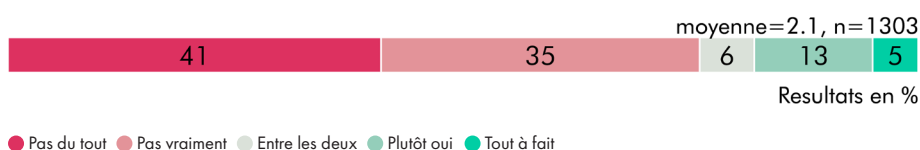
Bien que les communautés peuvent percevoir l'assistance comme une source de tensions, elles croient en grande partie que les organisations humanitaires jouent un rôle clé dans l'amélioration de la cohésion sociale. Quand on leur demande les facteurs qui contribuent à de bonnes relations au sein de leur communauté, plus des deux tiers (67 %) pensent que les organisations humanitaires peuvent améliorer la cohésion sociale à travers des activités de sensibilisation, que beaucoup ont déjà rencontré sous des formes variées, allant du conseil individuel aux rassemblements communautaires tels que des thé-débats, du théâtre ou des jeux de société. Les personnes affectées par la crise démontrent une très grande connaissance de ces initiatives et les apprécient tout autant. Une femme déplacée à Djibo a ainsi affirmé : « Nous avons de la chance d'avoir des ONG ici qui promeuvent la compréhension à travers des réunions et du théâtre. »

Les équipes humanitaires et leurs efforts sont largement reconnus et appréciés des communautés en tant qu'éléments encourageant la coexistence. Cependant, comme discuté dans la section suivante, la résilience des communautés s'appuie sur leurs forces internes, que ses membres aspirent à renforcer en vue d'un avenir où ils/elles pourront être autonomes.

## 04 Les communautés veulent pouvoir envisager leur futur sans assistance

« Que l'aide ne fasse pas de nous des esclaves mais nous permette de reconstruire nos vies et le futur de nos enfants. » Comme cet homme déplacé à Dédougou, presque toutes les personnes que nous avons rencontrées (96 %) attendent de l'assistance humanitaire qu'elles les aident à préparer leur avenir. En revanche, seulement 18 % pensent que c'est effectivement le cas. Cela n'est pas surprenant, si l'on considère que la majorité des ressources allouées à la réponse humanitaire sont essentiellement dédiées à fournir une assistance vitale, priorisant en premier lieu les personnes récemment déplacées. S'il est indéniable que cette aide est cruciale, les populations sont prêtes pour des solutions à plus long terme.

**Pensez-vous que les biens et les services humanitaires dans votre communauté vous aident à élaborer des projets à long terme ?**



Le contexte changeant du Burkina Faso pose de grandes difficultés aux organisations pour planifier des solutions durables dans des zones où les attaques sont dures à prédire et peuvent anéantir tout progrès. Pour autant, après presque cinq ans d'une crise qui ne montre aucun signe d'amélioration, les populations demandent des solutions qui ne visent pas simplement les symptômes, mais qui plongent aux sources du problème. Comme l'a exprimé une femme déplacée à Fada N'Gourma, « l'aide pourrait être améliorée en examinant la cause profonde de la pauvreté, et en offrant des solutions à cette pauvreté ». Ce but ne peut être atteint que si les bailleurs et bailleuses de fonds augmentent leurs financements, en soutenant des initiatives dont l'objectif est d'atteindre un développement à long terme. Bien que de nombreuses initiatives de développement existaient avant le conflit, elles ont pour beaucoup cessé, non seulement en raison d'obstacles liés à la sécurité, mais également en raison de la rareté des ressources financières et de nouvelles priorités en matière de financement.

“

Nous avons de la chance d'avoir des ONG ici qui promeuvent la compréhension à travers des réunions et du théâtre.

– Femme déplacée interne à Djibo

“

Que l'aide ne fasse pas de nous des esclaves mais nous aide à reconstruire nos vies et le futur de nos enfants.

– Homme déplacé interne à Dédougou

“

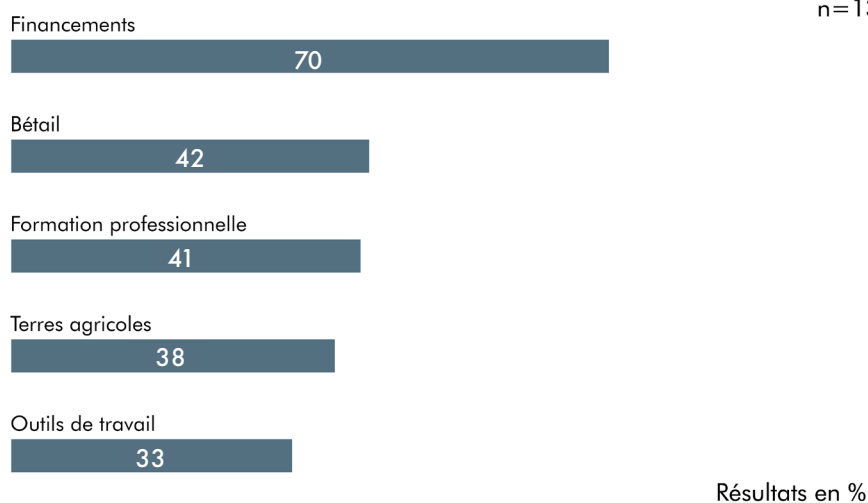
L'aide pourrait être améliorée en examinant la cause profonde de la pauvreté, et en offrant des solutions à cette pauvreté.

– Femme déplacée interne à Fada N'Gourma

Les populations affectées cherchent activement des manières de retrouver leur autonomie, et se tournent vers les structures humanitaires en quête de soutien. Un homme de Ouahigouya a ainsi suggéré: « **Les organisations humanitaires peuvent nous aider à être autonomes en soutenant nos initiatives. Je suis un ouvrier, et si mon projet est soutenu, je crois qu'en l'espace de deux ou trois ans, je peux être autonome.** » Comme lui, 70 % des personnes interrogées pensent que la manière la plus efficace qu'ont les organisations humanitaires de les aider à développer leur autonomie est de financer leurs initiatives. Quarante pourcents apprécieraient aussi qu'on leur fournisse directement du bétail et un accès à des terres agricoles, ainsi que des formations professionnelles, notamment pour fonder de petites entreprises. « **Ce que peuvent faire les organisations humanitaires pour que cela nous soit bénéfique, c'est nous fournir des formations professionnelles dans une variété de domaines. Je crois que si tout le monde pouvait exercer une profession, même si on gagnait aussi peu que 25 ou 50 francs CFA, on pourrait être autonome** », a expliqué une femme à Ouahigouya.

### Qu'est-ce qui vous serait le plus utile pour devenir autonome ?\*

n=1305



\* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

Bien que les organisations humanitaires devraient encourager et soutenir les populations affectées dans leurs efforts pour regagner leur autonomie, dans certains cas, les communautés reconnaissent l'existence d'obstacles à cet égard. À Djibo, une commune vivant depuis plus d'un ans sous blocus par des groupes armés non étatiques, une femme déplacée a remarqué : « **Il n'y a aucune activité génératrice de revenus que l'on puisse exercer ici, on doit donc penser à un soutien financier pour couvrir au moins certaines de nos dépenses importantes.** » En effet, dans les villes assujetties aux blocus telles que Djibo, les groupes armés empêchent souvent les personnes qui y vivent de pratiquer l'agriculture ou le pâturage du bétail<sup>15</sup>. Dans de telles situations, aider les populations à planifier leur avenir ne consiste pas forcément à créer de nouvelles opportunités en termes de moyens de subsistance, mais plutôt à garantir la fréquence et la fiabilité de l'aide. Dans les zones difficiles d'accès où les marchés opèrent encore, les transferts monétaires peuvent constituer une approche pertinente car ils réduisent les obstacles logistiques et opérationnels qui contribuent à l'imprévisibilité de la distribution d'aide. Bien que l'assistance via transferts monétaires soit interdite au Sahel, 90 % de la population interrogée à Djibo l'identifie comme étant l'un des trois de leurs besoins non satisfaits les plus importants. Une femme déplacée a d'ailleurs souligné : « **L'arrêt des distributions d'argent a eu un impact négatif énorme sur nous. Ils doivent penser à les reprendre.** »



Les organisations humanitaires peuvent nous aider à être autonomes en soutenant nos initiatives. Je suis un ouvrier, et si mon projet est soutenu, je crois qu'en l'espace de deux ou trois ans, je peux être autonome.

– Femme déplacée interne à Ouahigouya



L'arrêt des distributions d'argent a eu un impact négatif énorme sur nous. Ils doivent penser à les reprendre.

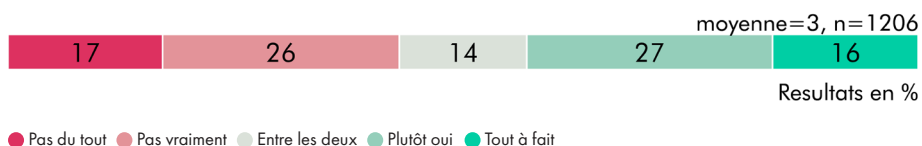
– Femme déplacée interne à Djibo

<sup>15</sup> Amnesty International. Novembre 2023. « " La mort nous guettait " : Vivre dans des localités assiégées au Burkina Faso ».

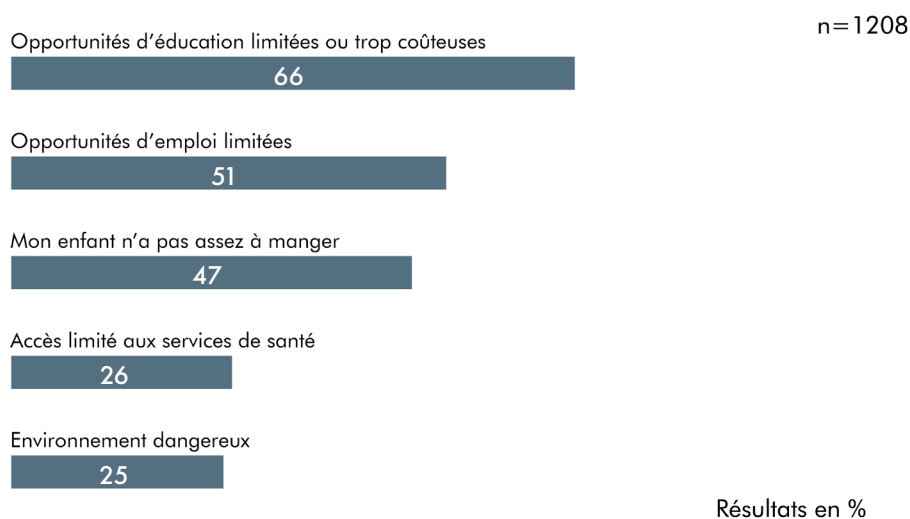
## L'avenir des enfants est une priorité

Le désir d'autonomie des personnes interrogées est étroitement lié à leur détermination à garantir un meilleur avenir pour leurs enfants, une perspective que seulement 43 % des parents envisagent avec optimisme. Lors de nos conversations avec les parents, 69 % disent que les équipes humanitaires pourraient les aider à mieux soutenir leurs enfants en renforçant les opportunités de moyens de subsistance des parents. De plus, 67 % des parents interrogés expriment le besoin d'une assistance pour assurer à leurs enfants un accès à l'éducation.

### Êtes-vous optimiste quant à l'avenir de vos enfants ?

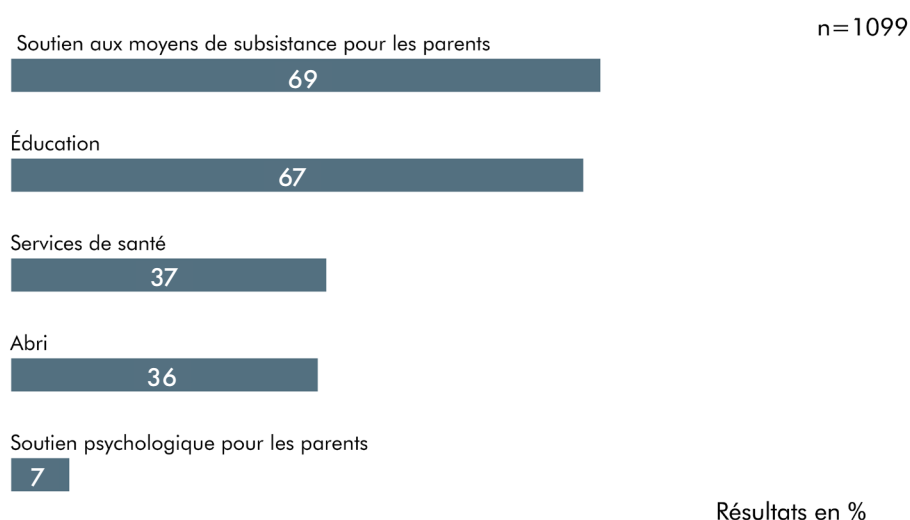


### Quelles sont vos principales préoccupations liées à l'avenir de vos enfants ?\*



\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

### De quel soutien humanitaire avez-vous besoin, en tant que parents, pour répondre à vos préoccupations concernant vos enfants ?\*

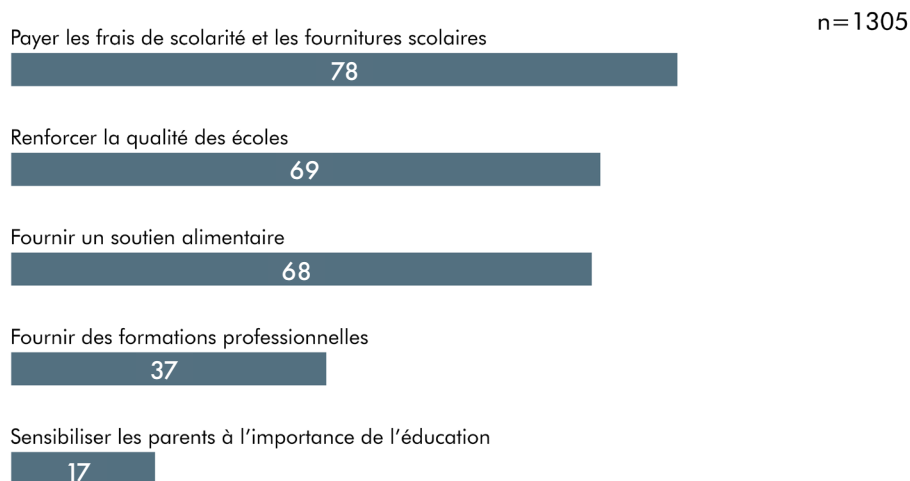


\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

Les enquêtés·es disent que les dépenses liées à l'éducation constituent l'obstacle le plus important quant à la scolarisation. Nos résultats sont cohérents avec les données de REACH<sup>16</sup>, qui précisent que 37 % des parents ne peuvent pas inscrire leurs enfants à l'école en raison de contraintes financières, tandis que 20 % citent les frais de scolarité comme le premier facteur expliquant la déscolarisation de leur enfant. Les filles subissent particulièrement la pression liée aux frais de scolarité, peut-être parce que les familles aux ressources limitées ont tendance à donner la priorité à l'éducation des garçons<sup>17</sup>.

Si les parents identifient les frais de scolarité comme le principal obstacle, ils·elles estiment que les difficultés pour accéder à l'éducation sont multiples. Leurs préoccupations incluent la qualité de l'enseignement et des infrastructures, affectée par les crises et les attaques visant les institutions scolaires. Les parents insistent également sur l'importance de la nourriture pour permettre un apprentissage efficace. Comme le dit une femme déplacée à Gorom-Gorom : « **On doit donner de la nourriture aux enfants pour qu'ils puissent apprendre efficacement.** » Les données de REACH<sup>18</sup> révèlent que 50 % des parents ayant des enfants scolarisés ont reçu une assistance provenant d'un programme alimentaire. Bien que cette aide soit importante, elle ne parvient pas à répondre aux besoins des enfants burkinabés.

### Que pourraient faire les équipes humanitaires aujourd'hui pour soutenir l'éducation des enfants dans votre communauté ?\*



\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

Les communautés se préoccupent aussi de l'éducation de leurs enfants parce qu'elles considèrent les écoles comme pouvant leur offrir un environnement structuré et plus sûr. Au cours des séances de co-construction, les participant·es ont attiré l'attention sur l'idée que les enfants qui abandonnent l'école ont plus de chance de travailler dans des mines d'or. Certaines personnes ont également soulevé l'inquiétude selon laquelle les enfants sont plus susceptibles d'être laissés sans surveillance pendant les vacances scolaires, ce qui peut les mettre en danger. Une femme déplacée à Kaya a remarqué : « **C'est important d'assurer une aide pour l'éducation de nos enfants. Sur le site, surveiller les enfants, ce n'est pas comme c'était dans notre village, on a du mal à garder un œil sur eux et à assurer leur sécurité.** »

Pour gérer ce problème, certaines personnes, comme une femme à Ouahigouya, ont suggéré la création d'« **espaces de jeu pour empêcher les enfants de s'aventurer dans la nature lorsqu'ils n'ont pas école** ». Cela rappelle les résultats de notre récente enquête sur les perceptions des jeunes<sup>19</sup>, qui montraient à quel point les opportunités de jeu étaient rares, en particulier pour les filles et pour les garçons plus âgés, malgré leur rôle essentiel pour le bien-être des enfants.



**On doit donner de la nourriture aux enfants pour qu'ils puissent apprendre efficacement.**

– Femme déplacée interne à Gorom-Gorom



**C'est important d'assurer une aide pour l'éducation de nos enfants. Sur le site, surveiller les enfants, ce n'est pas comme c'était dans notre village, on a du mal à garder un œil sur eux et à assurer leur sécurité.**

– Femme déplacée interne à Kaya

<sup>16</sup> REACH. Septembre 2023. « [Burkina Faso – Évaluation Multisectorielle des Besoins \(MSNA\)](#) ».

<sup>17</sup> Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Les jeunes prennent la parole : Leurs besoins et attentes envers la réponse humanitaire](#) ».

<sup>18</sup> REACH. Septembre 2023. « [Burkina Faso – Évaluation Multisectorielle des Besoins \(MSNA\)](#) ».

<sup>19</sup> Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Les jeunes prennent la parole : Leurs besoins et attentes envers la réponse humanitaire](#) ».

## 05 Participer au-delà des mécanismes de retour réactifs

Avez-vous déjà participé aux décisions, à la mise en œuvre, au suivi des biens et services humanitaires ou participé d'une quelconque autre manière ?



● Non ● Oui

Est-il important pour vous de pouvoir participer aux décisions relatives aux biens et services humanitaires que vous recevez ?



● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

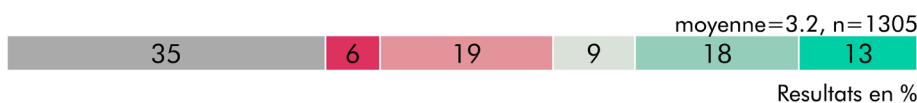
Impliquer les populations affectées par les crises (les jeunes comme les adultes) dans les décisions qui concernent leur avenir est essentiel si l'on veut créer des solutions durables adaptées à leurs besoins et à leurs aspirations. Pourtant, seulement 8 % des personnes avec qui nous avons discuté ont déjà participé à des décisions concernant l'aide et les services. Ce nombre contraste avec les 87 % de personnes qui pensent qu'elles devraient avoir voix au chapitre. Les répondant·e·s disent qu'un échange plus approfondi entre les personnes recevant l'aide et le personnel humanitaire est nécessaire pour s'assurer que l'assistance répond bien à leur réalité et à leurs priorités. « **Les travailleurs humanitaires doivent toujours prendre en compte nos avis avant de fournir une assistance** », a affirmé une femme déplacée à Barsalogo. Comme l'a souligné pour sa part une femme déplacée à Kaya, des consultations régulières sont essentielles parce que les besoins des populations affectées évoluent : « **Aujourd'hui, on peut avoir un problème qui ne sera peut-être plus là dans quelques mois. Par exemple, en ce moment, il pleut et beaucoup de gens ont besoin d'abris. Mais dans quelques mois, ce problème ne sera plus aussi important.** »



Les travailleurs humanitaires doivent toujours prendre en compte nos avis avant de fournir une assistance.

– Femme déplacée interne à Barsalogo

Les organisations humanitaires tiennent-elles compte des suggestions dont votre communauté fait part, en agissant en conséquence ?



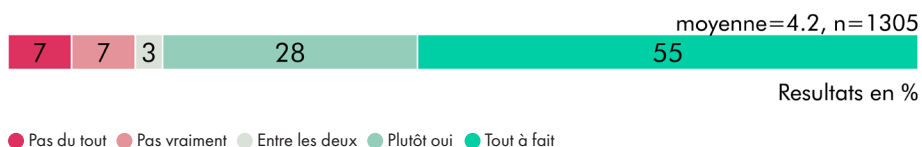
● Je ne sais pas ● Pas du tout ● Pas vraiment ● Entre les deux ● Plutôt oui ● Tout à fait

Si les personnes interrogées sont nombreuses à penser qu'elles devraient contribuer à la prise de décision, elles doutent que leurs opinions comptent réellement aux yeux des acteurs et actrices humanitaires. Seulement un tiers des personnes avec lesquels nous avons échangé (33 %) pensent que les organisations humanitaires utilisent les suggestions des communautés. Nos discussions avec le personnel humanitaire travaillant sur le terrain révèlent des difficultés à appliquer les préférences des communautés, en particulier lorsque les organisations se sentent fortement tenues de respecter des engagements antérieurs envers les bailleurs et bailleuses de fonds. Maintenir une flexibilité et adaptabilité demeure essentiel ; autrement, l'acte même de consulter les personnes affectées par la crise perd de sa pertinence. La redevabilité va au-delà d'écouter les communautés, elle implique de montrer comment leurs voix sont réellement prises en compte. Les populations risquent de ne pas percevoir les consultations comme un moyen de participation si elles ne voient pas de résultats concrets issus de leur contribution.



Un autre point préoccupant est que 35 % des personnes ont répondu « Je ne sais pas » quand on leur a demandé leur avis sur l'utilisation faite des suggestions de leurs communautés. Cela indique que, souvent, les populations ne reçoivent pas de retour sur la manière dont leurs contributions ont été prises en compte, rappelant le besoin d'une meilleure communication concernant les processus humanitaires à l'égard des populations affectées (voir la [Section 2](#)).

## Est-il important d'inclure les enfants dans les décisions concernant l'aide humanitaire ?



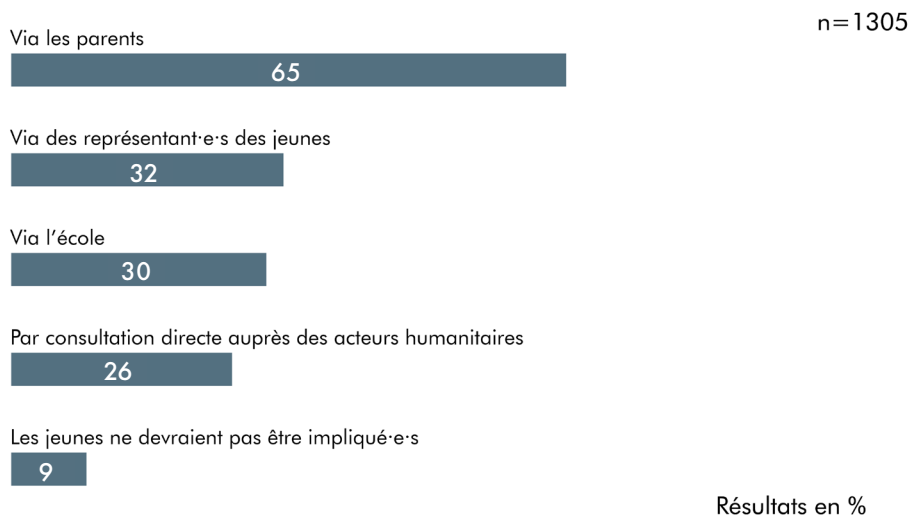
L'écrasante majorité des répondant·e·s (88 %) pensent que les jeunes devraient aussi avoir une influence sur les décisions qui concernent l'aide humanitaire. « **Il y a des enfants dans la dizaine qui sont très responsables et très conscients de ce qui est essentiel. Je pense que nous devrions les impliquer dans les décisions concernant l'aide humanitaire** », a expliqué un homme déplacé à Dédougou. Les personnes consultées perçoivent souvent les parents comme les meilleurs intermédiaires pour rapporter les préoccupations de leurs enfants et collecter leurs suggestions, mais voient aussi les écoles comme des alternatives viables pour impliquer les enfants dans les prises de décision. Moins de personnes (26 %) trouvent les consultations directes par les organisations humanitaires pertinentes. Si les communautés reconnaissent la valeur que représentent les voix des jeunes, il est compréhensible que certains parents peuvent hésiter ou être sceptiques à l'idée de laisser des personnes extérieures à la communauté approcher leurs enfants. Cela met en avant l'importance d'établir des échanges continus et de gagner la confiance des adultes responsables de mineurs, même quand l'aide est principalement destinée aux enfants. Ces résultats sont également cohérents avec les préférences des jeunes. Notre dernière étude concernant les perceptions des jeunes<sup>20</sup> montre qu'elles et ils préfèrent recevoir des informations et donner leur avis sur la programmation de l'aide à travers des membres de leur communauté, en particulier les adultes qui s'occupent d'elles et d'eux.



Il y a des enfants dans la dizaine qui sont très responsables et très conscients de ce qui est essentiel. Je pense que nous devrions les impliquer dans les décisions concernant l'aide humanitaire.

– Homme déplacé interne à Dédougou

## Quelle est la meilleure façon pour les équipes humanitaires d'impliquer les enfants dans la prise de décisions concernant l'aide humanitaire ?\*



\* La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

<sup>20</sup> Ground Truth Solutions. Juin 2023. « [Les jeunes prennent la parole : Leurs besoins et attentes envers la réponse humanitaire](#) ».



Cependant, parvenir à collecter les avis des enfants à travers leurs parents est peu probable quand seulement un tiers des adultes interrogés (34 %) savent comment faire part d'une suggestion ou d'une préoccupation aux équipes humanitaires. Principalement en raison de ce manque d'information, seulement 22 % des personnes que nous avons interrogées ont formulé une plainte ou partagé une suggestion concernant l'aide. Parmi celles qui ont offert un retour, uniquement 37 % ont reçu une réponse. Et parmi celles qui ont reçu une réponse à leur retour, 20 % seulement sont satisfaites de la réponse obtenue. Cela revient à dire que sur les 1305 personnes que nous avons interrogées, 145 (soit 11 %) estiment les mécanismes de retour d'information satisfaisants, ce qui met en doute leur efficacité et met en lumière la nécessité d'étendre la participation au-delà de méthodes réactives.

### Savez-vous comment faire part de vos suggestions et préoccupations aux équipes humanitaires ?



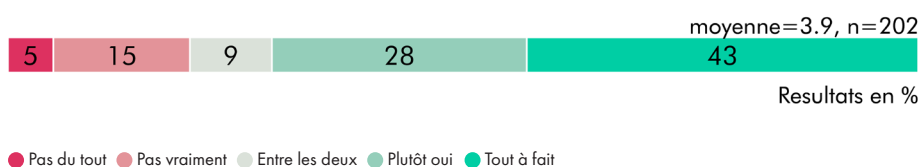
### Avez-vous déjà fait part d'une suggestion ou d'une préoccupation concernant les biens et les services humanitaires ?



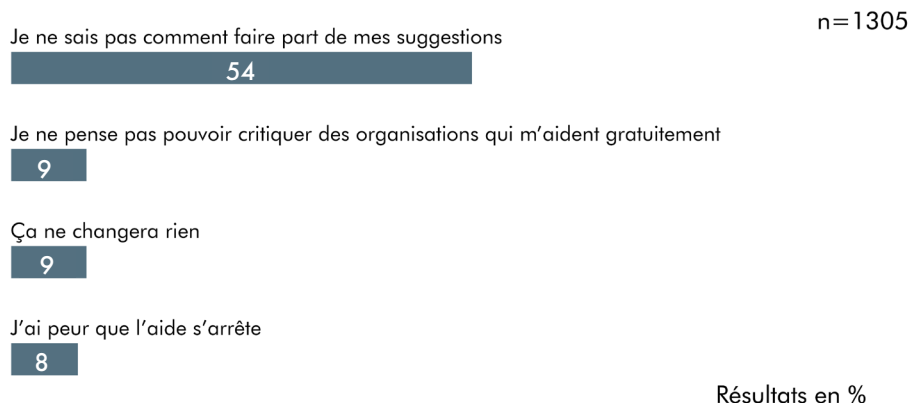
### Avez-vous reçu une réponse à votre suggestion ou préoccupation ?



### Êtes-vous satisfait·e de la réponse à votre suggestion ou préoccupation ?



### Pourquoi ne faites-vous pas (ou pas toujours) part de vos suggestions ?\*



\*La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 car les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

S'il est essentiel de mettre en place des mécanismes de retour d'information réactifs pour permettre aux membres de la communauté d'exprimer rapidement leurs préoccupations, il est tout aussi important de les compléter avec des approches proactives par le biais d'échanges constructifs. Repensant à leur expérience de co-construction, les participant·e·s ont énormément apprécié avoir un espace de communication mutuel, où il était possible de partager son avis mais aussi de poser des questions pour mieux comprendre le fonctionnement interne des organisations humanitaires. **« Les travailleurs humanitaires ont expliqué comment fonctionnaient les choses. Nous avons aussi expliqué notre propre expérience sur nos sites, et je pense que ça a été constructif »**, a conclu une femme déplacée interne. Les consultations répétées et approfondies ont joué un rôle majeur dans la mise en place de cette dynamique. Une participante a expliqué que suffisamment de temps était nécessaire pour permettre d'échanger ses idées et ses préoccupations de manière détaillée : **« Je crois qu'avec les travailleurs humanitaires, la discussion ne devrait pas durer seulement un jour. Cela devrait durer au moins trois jours pour que l'on puisse partager tout ce que nous avons à dire. »**

Avoir des conversations constructives à propos de la manière dont les populations voient l'aide humanitaire est une démarche qui prend du temps. Cela requiert de leur donner des informations sur les interventions et processus humanitaires pour qu'elles puissent formuler des avis argumentés. Cela nécessite aussi de développer la confiance pour que les communautés se sentent en droit de participer et de partager leurs inquiétudes, un droit que certain·e·s participant·e·s ne pensaient pas avoir. Un homme de la communauté hôte a exprimé ce changement de perspective : **« Avant les séances, on croyait que tout ce qu'on nous donnait, on devait juste l'accepter sans rien dire. Mais on a appris que l'on pouvait échanger avec les acteurs humanitaires en disant, par exemple, "vous nous donnez ceci, mais c'est cela qu'on veut." On ne savait même pas que c'était possible. »** Une participation de ce type peut engendrer des cercles vertueux au sein des communautés : beaucoup de participant·e·s nous ont confié avoir partagé ce qu'elles et ils avaient appris avec leurs pairs. Un participant d'une communauté hôte a dit comment à la suite des séances de co-construction, il a gagné en confiance et a été capable de prendre la parole, finissant par intervenir directement en aidant les PDI à s'enregistrer pendant une distribution financée par le gouvernement. Dans les programmations d'urgence, les contraintes de temps et de ressources restreignent souvent l'implication des communautés. Pourtant, les organisations pourraient tirer des enseignements précieux en renforçant la collaboration sur les meilleures pratiques d'engagement communautaire au sein de la réponse humanitaire. La mise en place d'une communauté de pratiques solide, dans laquelle les organisations partagent des exemples et des recommandations sur comment impliquer les communautés de manière efficace, pourrait aider à reproduire des initiatives réussies pour un coût moindre; favorisant ainsi l'amélioration continue sans compromettre l'efficacité.



Je crois qu'avec les travailleurs humanitaires, la discussion ne devrait pas durer seulement un jour. Cela devrait durer au moins trois jours pour que l'on puisse partager tout ce que nous avons à dire.

– Femme déplacée interne à Ouahigouya



Avant les séances, on croyait que tout ce qu'on nous donnait, on devait juste l'accepter sans rien dire. Mais on a appris que l'on pouvait échanger avec les acteurs humanitaires en disant, par exemple, "vous nous donnez ceci, mais c'est cela qu'on veut." On ne savait même pas que c'était possible.

– Homme de la communauté hôte à Ouahigouya

# Méthodologie

## Méthodologie qualitative

Cette année, nous avons expérimenté une nouvelle méthodologie consistant à co-construire notre outil d'enquête avec les populations affectées par la crise. Notre objectif global était de mettre dès le départ les points de vue des communautés au centre de nos travaux de recherche. Ce processus nous a permis d'affiner nos outils de recherche, de mieux comprendre les éléments perçus comme importants par les communautés, et de nous assurer que notre questionnaire prend bien en compte, et de manière efficace, leurs préoccupations.

### Partenaires pour la collecte de données

Nous avons travaillé avec deux organisations situées au Burkina Faso pour conduire notre recherche qualitative.

- Le GRET, une organisation de solidarité internationale qui cherche à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, promouvoir la justice sociale et préserver la planète, nous a aidé à mettre en place notre méthodologie de co-construction, le recrutement des participant·e·s, et l'animation des groupes de discussions sur nos outils d'enquête. Cette structure a également organisé et mené une présentation des résultats de notre enquête, qui regroupait les acteurs et actrices humanitaires opérant à Ouahigouya ainsi que les personnes ayant participé à la co-construction du questionnaire.
- Fama Films, une maison de production basée au Burkina Faso et spécialisée dans les médias participatifs, a pris en charge la dernière étape du processus de co-construction, qui consistait à mener des entretiens individuels afin d'approfondir les résultats et de collecter les retours d'expérience concernant la co-construction.

### Échantillon

Nous avons recruté 48 participant·e·s à Ouahigouya pour la co-construction de l'enquête grâce à la présence opérationnelle de notre partenaire le GRET. Nous avons réparti ces participant·e·s en six groupes, chacun comprenant huit personnes, réparties par genre et par statut. Cette répartition intentionnelle visait à prendre en compte les dynamiques sociales dans le but de créer des environnements rassurants et inclusifs, encourageant les participant·e·s à partager librement leurs points de vue.

Statut	Genre	Nombre de participant·e·s
Personnes déplacées vivant dans un camp	Femme	8
	Homme	8
Personnes déplacées vivant hors d'un camp	Femme	8
	Homme	8
Membres d'une communauté hôte	Femme	8
	Homme	8

## Conception

Le processus de co-construction a été itératif, comprenant plusieurs activités entre juin 2023 et octobre 2023.

### Activité 1 : Réfléchir sur les thèmes d'enquête de Ground Truth Solutions

En juin 2023, chaque groupe a pris part à deux séances de trois heures, menées sur des jours différents. Lors de ces séances, les groupes ont échangé autour de la façon dont ils comprenaient et priorisaient les thèmes principaux de l'enquête de Ground Truth Solutions, parmi lesquels on trouve la qualité de l'aide, le partage de l'information, la justice, la participation et la résilience.

Lors de la première séance, nous avons présenté aux participant·e·s les raisons et les objectifs du processus de co-construction. Les participant·e·s ont ensuite échangé de manière approfondie sur chacun des thèmes de l'enquête, et ont expliqué leur propre compréhension et leur propre définition de ces thèmes.

La seconde séance s'est concentrée quant à elle sur l'approfondissement des définitions données par les communautés. Elle a donc permis d'aborder des sujets mentionnés lors de la première séance qui intéressaient les participant·e·s, et qui nécessitaient davantage de discussion. Nous avons encouragé les participant·e·s à identifier les nouveaux thèmes à ajouter, et à réfléchir aux thèmes qui avaient à leurs yeux une importance particulière.

Les informations recueillies lors de ces deux séances ont conduit à une adaptation du questionnaire, ont guidé les analyses de données qui ont suivi, et ont eu une influence sur le travail de plaidoyer.

### Activité 2 : Présentation des résultats et dialogue avec les communautés

En octobre 2023, nous avons invité les personnes participant à la co-construction et le personnel humanitaires travaillant à Ouahigouya à une séance de restitution, durant laquelle nous leur avons exposé nos résultats préliminaires. Cette rencontre permettait aux participant·e·s d'interagir directement avec le personnel humanitaire, leur offrant la possibilité de réagir aux résultats, de poser des questions, et d'exprimer leurs points de vue sur toute une variété d'aspects de la programmation humanitaire. De leur côté, les équipes humanitaires avaient l'opportunité de répondre à ces questions et d'expliquer les contraintes auxquelles elles faisaient face à certains niveaux précis. Cet échange d'information et ce dialogue a favorisé une meilleure compréhension des points de vue et des difficultés des deux côtés.

### Activity 3 : Entretiens individuels concernant les résultats de l'enquête

Le lendemain de la séance de restitution et de dialogue, nous avons interviewé huit personnes ayant participé à la co-construction pour discuter de manière plus approfondie de leurs avis concernant les résultats de l'enquête. Pour nous assurer d'avoir des perspectives variées, nous avons divisé l'échantillon de manière égale entre hommes et femmes, ainsi qu'entre personnes déplacées et membres d'une communauté hôte.

Statut	Genre	Nombre de participant·e·s
Personnes déplacées	Femme	2
	Homme	2
Membres d'une communauté hôte	Femme	2
	Homme	2

Selon un format semi-structuré, les questions que nous avons posées portaient sur deux thèmes principaux :

- 1) La résilience : ce thème s'interrogeait sur la manière dont les participant·e·s se projettent dans l'avenir, le rôle des équipes humanitaires quant à la réalisation de cette projection, et la possibilité d'initiatives collaboratives entre communautés affectées par la crise et personnel humanitaire pour réaliser ces projets. Une des questions était aussi de savoir comment un soutien psychologique pourrait renforcer la résilience, et quelles formes ce soutien pourrait ou devrait prendre.
- 2) La communication dans les deux sens : ce thème visait à identifier ce qui empêche un échange d'informations efficace, à explorer le rôle des communautés dans l'amélioration de la dissémination d'informations, et à comprendre les facteurs qui limitent l'accès à l'information de certains groupes donnés.

#### Activité 4 : Retours sur l'expérience de conception conjointe

La toute dernière activité consistait à collecter les retours des participant·e·s concernant leur expérience du processus de co-construction. Bien que cette activité ait eu lieu le même jour que la troisième activité, nous l'avons menée avec six participant·e·s seulement pour ne pas prendre trop de temps aux communautés.

Statut	Genre	Nombre de participant·e·s
Personnes déplacées	Femme	2
	Homme	2
Membres d'une communauté hôte	Femme	1
	Homme	1

Cette séance de collecte des retours s'est déroulée sous la forme d'entretiens semi-structurés, pendant lesquels nous avons demandé aux participant·e·s de partager leurs réflexions sur leur participation, de souligner les aspects positifs comme négatifs, et de faire des suggestions pour améliorer l'expérience. Ces entretiens ont été filmés.

#### Analyse des données

Nous avons codé les discussions de groupe ainsi que les entretiens individuels grâce au logiciel d'analyse qualitative MAXQDA, en utilisant des méthodes mixtes, inductives et déductives.

Parallèlement à l'analyse de l'activité de co-construction, nous avons mené des consultations individuelles avec les acteurs et actrices humanitaires au Burkina Faso pour discuter des premiers résultats. Cette approche visait une triangulation des données, une meilleure compréhension du contexte général, et une sensibilisation accrue aux difficultés opérationnelles auxquelles sont confrontées les organisations humanitaires opérant sur le terrain.

#### Limites

- Des contraintes de budget et de temps ont imposé certaines limites à notre méthodologie, à savoir :
- Nous avons pu conduire des activités qualitatives seulement dans une seule commune du Burkina Faso. Par conséquent, nos outils d'enquête reflètent les opinions de cette communauté en particulier. Bien que nous ayons pris soin que les questions de l'enquête puissent s'appliquer à travers le pays, le processus de co-construction aurait gagné à prendre en compte les avis et points de vue des communautés de diverses régions.

- Suite à l'activité de réflexion sur le questionnaire de l'enquête de Ground Truth Solutions, nous n'avons pas pu présenter la version finale du questionnaire déployée à l'échelle nationale aux participant·e·s, et par conséquent, recueillir leur commentaires.
- Les retours concernant le processus de co-construction se sont limités à seulement six participant·e·s sur quarante-huit, en raison de contraintes de temps et de sécurité.

## Méthodologie de l'enquête quantitative

### Conception du questionnaire

Ce questionnaire s'adressait aux personnes présentant les caractéristiques suivantes :

- Personnes déplacées internes et membres de communautés hôtes
- Personne ayant reçu une assistance humanitaire au cours des six mois précédents
- Personnes âgées d'au moins 18 ans
- Personnes vivant au sein de communautés, sur des sites d'accueil temporaires (sites aménagés ou spontanés), et centres collectifs (par exemple établissements scolaires ou bâtiments publics).

### Échantillon

Du fait de la multiplicité des formes de déplacements qu'a connu la population burkinabè à travers le pays, nous avons dirigé notre approche d'échantillonnage sur 13 communes. Nous avons sélectionné ces communes en nous basant sur l'analyse des données fournies par CONASUR, qui précisaient que ces 13 communes recouvraient plus de 85 % de la population déplacée interne totale à l'intérieur du pays. Nous avons concentré notre attention sur les communes de six régions majeures : Sahel, Boucle du Mouhoun, Centre-Nord, Nord, Centre-Est et Est. Cette sélection est basée sur des données fournies par l'Évaluation des besoins humanitaires (Humanitarian Needs Assessment), le Plan de Réponse Humanitaire 2023, et la présence opérationnelle d'organisations humanitaires, dont la distribution géographique indique les zones principales d'intervention humanitaire.

Conformément à la méthodologie adoptée dans notre cycle d'enquête précédent, notre objectif était de constituer un échantillon comprenant 85 % de personnes recevant de l'aide parmi les personnes déplacées internes (PDI) et 15 % de personnes recevant de l'aide parmi les communautés hôtes de chaque commune. De plus, nous voulions qu'au moins 15 % des personnes répondant à l'enquête par commune soient des personnes en situation de handicap.

Nous avons établi la taille de l'échantillon pour les PDI et les membres de la communauté hôte dans chaque commune proportionnellement à la taille de la population des PDI, selon les données rendues disponibles par CONASUR. Bien que les données précises et complètes sur le nombre de personnes des communautés hôte recevant de l'aide ne soient pas directement disponibles, nous avons utilisé le nombre de PDI comme référence pour estimer l'échelle des activités humanitaires dans la zone géographique donnée, et, par conséquent, le nombre de personnes recevant de l'aide.

Selon le Groupe sectoriel pour la coordination et la gestion des camps (Camp Coordination and Camp Management, CCCM Cluster)<sup>21</sup>, les PDI sont installées soit dans des sites d'accueil temporaires (SAT) qu'ils soient aménagés ou spontanés, dans des zones d'accueil (ZAD) ou au sein des communautés hôtes et des centres collectifs tels que les établissements scolaires et les bâtiments publics.

<sup>21</sup> CCCM Cluster. Septembre 2020. « [Types de sites et d'établissements similaires au Burkina Faso](#) ».

Pour nous assurer que la proportion des PDI vivant dans des structures et lieux différents soit bien représentée, nous avons stratifié l'échantillon des PDI en deux sous-échantillons :

- 1) PDI vivant sur des sites (c'est-à-dire SAT ou ZAD)
- 2) PDI vivant hors de ces sites.

Nous avons déterminé la taille de l'échantillon des PDI selon la proportion de personnes vivant sur et hors des sites, en recourant aux données des profils de camps du Groupe sectoriel pour la coordination et la gestion des camps<sup>22</sup>.

Puisque les sites (à savoir SAT et ZAD) sont géographiquement délimités, nous avons pu identifier les répondant·e·s correspondant à ces échantillons grâce à une approche de marche aléatoire.

Localiser les répondant·e·s au sein des communautés hôtes et des PDI vivant hors de ces sites a posé plus de problèmes. Nous avons chargé le personnel collectant les données de passer deux jours sur le terrain pour produire des cartes, sur Survey CTO, des zones où les PDI étaient majoritairement concentrées. À l'intérieur de ces zones ainsi définies, Ground Truth Solutions a généré de manière aléatoire des coordonnées GPS pour chaque personne répondante, et a demandé aux enquêteurs et enquêtrices de mener des entretiens sur le lieu de ces coordonnées GPS spécifiques, ou à proximité.

Le total de l'échantillon planifié était de 1215 (1035 PDI et 180 membres des communautés hôtes).

La répartition des échantillons hommes et femmes parmi les PDI correspond aux données démographiques de CONASUR concernant la population PDI. En revanche, un ratio de 50-50 a été appliqué aux communautés hôtes pour garantir une représentation égale des deux genres.

Du fait d'un suréchantillonnage à certains endroits, nous avons sondé 1305 répondant·e·s (1102 PDI et 203 membres d'une communauté hôte).

### Collecte des données

Les données ont été collectées entre juillet et août 2023 par notre partenaire local Nazan Consulting basé à Ouagadougou au Burkina Faso.

### Pondération

La définition de la taille de l'échantillon étant basé sur la probabilité proportionnelle à la taille, nous avons utilisé des coefficients de pondération pour compenser la légère sur-représentation, ou sous-représentation, dans certaines zones. Nous avons ensuite redressé ces coefficients de pondération pour refléter les pourcentages d'âge et de situations de handicap fournis par les données démographiques des documents de CONASUR concernant les PDI, et par le Plan de Réponse Humanitaire 2023.

### Précision des estimations

Pour calculer les marges d'erreur par question, nous avons utilisé le package « Survey R » (logiciel statistique utilisé dans la programmation), en spécifiant les caractéristiques de conception de notre enquête et la stratification adoptée, telle qu'indiquée ci-dessus. Veuillez noter que la précision des estimations varie d'une question à l'autre, et la taille de l'échantillon varie aussi selon la question (puisque certaines questions sont uniquement complémentaires, et donc uniquement posées à un certain sous-ensemble de l'échantillon total).

Pour les questions posées à au moins 90 % de tous les répondant·e·s, les marges d'erreur vont de 1,1 à 3,2 points de pourcentage pour les questions Likert, et de 2,2 à 3,2 points de pourcentage pour les questions binaires.

---

<sup>22</sup> CCCM Cluster. Janvier 2023. « [OPSMAP Burkina Faso](#) ».

## Limitations

En raison de restrictions concernant la sécurité et l'accès à Djibo, une commune dont une portion significative reste inaccessible, nous avons dû redéfinir notre stratégie d'échantillonnage dans cette zone. Nous avons identifié le site de distribution d'aide où l'Action Sociale opérait et servait environ 100 personnes par jour. C'est sur ce site que nous avons mené tous nos entretiens.





Rejoignez-nous à [groundtruthsolutions.org](https://groundtruthsolutions.org)